

Les **Peuhls Mbororo** de Centrafrique une communauté qui **souffre**



Juin 2015

Association pour l'Intégration et le Développement Social des Peuhls de Centrafrique





Cette étude a été commanditée par l'**Association pour l'Intégration et le Développement Social des Peuhls de Centrafrique (AIDSPC)** et la **Plateforme Sous-régionale peuhle Kawtal**.

Cette étude a été appuyée et financée par le **Programme Paix sous-régional Afrique Centrale ACORD-CCFD** et soutenue également par l'**OCDH-RCA**, partenaire du Programme Paix et la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme **FIDH**.

L'étude a été réalisée par **M.Massalbaye Tennebaye**, consultant, qui a été président de la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH) de 2005 à 2012 et Vice-Président de l'Union Interafricaine des Droits de l'Homme, chargé de l'Afrique Centrale de 2004 à 2006. Il a mené à ce titre de nombreuses missions en RCA avec les organisations des Droits de l'Homme.

Cette étude a été réalisée en octobre 2014 et certaines informations ont été ajoutées lors de la finalisation du rapport.

Couverture et Montage : Jérôme Chaumard (CCFD-Terre Solidaire)



L'AIDSPC

L'AIDSPC a de nombreux objectifs, tous en direction de la communauté Peuhle. Elle agit pour défendre les intérêts et le droit des Peulhs, pour la promotion des Droits de l'Homme dans les milieux peulhs, et la lutte contre les discriminations faites aux Peulhs. Elle vise à promouvoir l'éducation des enfants Peulhs, à lutter contre les maladies sexuellement transmissibles en milieux peulhs, à apporter assistance aux Peulhs les plus démunis, aux victimes des différents types de violence et à former les jeunes et les femmes Peulhs dans différents métiers.

L'association a été créée en 1995 (agrément en 1998) pour mettre en place un cadre de représentation de l'ensemble des communautés peuhles de Centrafrique alors que la communauté peuhle est perçue comme étant davantage représentée par l'autorité hiérarchique traditionnelle (Lamido, Ardo...) qui n'est d'ailleurs que celle d'un seul groupe, « les Djaffouns » (parmi les 23 qui existent dans le pays) et aussi par la Fédération Nationale des Eleveurs de Centrafrique (FNEC) qui s'occupe de la question de l'élevage.

L'AIDSPC a donc comme particularités de rassembler des Peulhs de l'ensemble des communautés du pays. Elle a vocation à porter une parole politique sur tous les sujets liés aux intérêts de la communauté.

L'AIDSPC a de nombreuses relations avec les pouvoirs publics et l'administration publique dont : le Ministère du Plan et de la Coopération, le Ministère des Affaires Sociales, le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Education, le Ministère du Développement Rural et de l'Elevage. L'AIDSPC représente aussi les Peulhs au sein du Conseil Economique et Social. Son président de a participé au Forum National de Bangui du 4 au 11 mai 2015.

L'AIDSPC fonctionne dans un cadre démocratique et dispose de représentants dans 13 Préfectures (sur les 17 dans le pays), dans tous les « camps », les « feriks », cantons, villes... L'AIDSPC a mené de nombreuses activités depuis sa création : construction d'une école primaire, organisation de groupements de femmes Peuhles pour l'agriculture, appui à l'organisation des jeunes en associations, organisation de campagnes de sensibilisation pour la paix, promotion et mise en place d'activités génératrices de revenus...

Depuis fin 2013, une grande partie des responsables de l'AIDSPC est partie en exil au Cameroun et au Tchad. L'AIDSPC a géré plusieurs projets d'assistance aux Peulhs réfugiés dans ces deux pays grâce à l'appui du CCFD-Terre Solidaire, du Programme Paix ACORD-CCFD, du CSAPR (Tchad), de l'ONG Est-Développement (Cameroun) et avec le soutien de la plateforme sous-régionale peuhle Kawtal et de ses membres. L'AIDSPC a redémarré ses activités à Bangui en décembre 2014.



Association pour l'Intégration et le Développement
Social des Peulhs de Centrafrique

Mail : coraidspc@gmail.com

Tél : +236 75203033 / 70451313 / 75775516



L'équipe de l'AIDSPC sur le terrain lors de la distribution d'aide d'urgence aux réfugiés Peuhls
Crédit photo : AIDSPC, 2015

AVANT-PROPOS



L'AIDSPC est une association représentative de la communauté peuhle. Elle est engagée à contribuer aux efforts de réconciliation nationale qui ne peut que passer, entre autre, par un changement des relations et perceptions réciproques entre les communautés peuhles et les autres communautés de Centrafrique.

La question peuhle illustre en effet les différentes problématiques de la crise centrafricaine : crise identitaire (culturelle, religion..) de la nationalité, de la marginalisation sociale et surtout politique de la population (face à des élites vivant à Bangui). La communauté peuhle est trop souvent perçue comme une minorité dangereuse, partie prenante du conflit actuel.

Cette étude vise à éclairer la communauté nationale centrafricaine (autorités gouvernementales, administrations publiques, partis politiques, société civile, médias...), la communauté sous-régionale et la communauté internationale sur la situation existentielle de la communauté peuhle Mbororo, caractérisée par l'exclusion, la marginalisation, les discriminations et la stigmatisation qui y est associée, les actes de violence qui s'exercent sur eux du fait de leur appartenance religieuse et ethnique.

Elle s'inscrit dans une large perspective incluant une campagne de plaidoyer et de pression qui devra aboutir à la promotion et l'effectivité des droits et libertés politiques et socio-économiques individuels et collectifs des Peuhls Mbororo dans le cadre du règlement global de la crise politique en RCA et dans la zone de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale CEEAC.

Housseni Bibouba WAZIRI
Président de l'AIDSPC
Bangui, le 13 juin 2015



SOMMAIRE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	7
-----------------	---

1

RAPPEL DE LA SITUATION DE LA CENTRAFRIQUE	10
---	----

1.1 PRÉSENTATION RAPIDE DE LA CENTRAFRIQUE	10
1.2 LA SPIRALE DES CRISES POLITIQUES ET INSTABILITÉ INSTITUTIONNELLE	12
1.3 UN DÉFICIT IMPORTANT EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE ET DE L'ÉTAT DE DROIT	14
1.4 UNE INSÉCURITÉ RÉCURRENTÉ	16

2

LA CRISE ACTUELLE : UNE CATASTROPHE HUMANITAIRE	20
---	----

3

LES PEUHLS EN CENTRAFRIQUE	22
----------------------------	----

3.1 HISTOIRE DE L'IMPLANTATION DES PEUHLS MBORORO	22
3.2 ORGANISATION DES COMMUNAUTÉS PEUHLES	25
3.3 LES COMMUNAUTÉS PEUHLES DANS LA VIE ECONOMIQUE	26

4

LES PEUHLS DANS LA CRISE ACTUELLE	28
-----------------------------------	----

4.1 PROBLÉMATIQUE	28
4.2 LES PEUHLS, VICTIMES IGNORÉES DEPUIS 30 ANS	28
4.3 LA PAUPÉRISATION DES ÉLEVEURS PEUHLS DE RCA	31
4.4 CONFLITS AGRICULTEURS / ÉLEVEURS ET TRANSHUMANCES TRANSFRONTALIÈRES	33
4.5 JUILLET 2013-MARS 2014 : LE PEUPLE PEUHL MASSACRÉ	34
4.6 DESCRIPTION DE LA SITUATION SELON L'AIDSPC	35
4.7 LES RÉFUGIÉS AU CAMEROUN ET AU TCHAD	42

CONCLUSION GÉNÉRALE	46
---------------------	----

5

RECOMMANDATIONS	47
-----------------	----

ANNEXES	50
---------	----

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Arrivés en Centrafrique depuis les années 1920 par le Cameroun, les Peuhls Mbororo ont un comportement non violent et solidement attaché à l'Islam. Ils possèdent des zébus qui ont de longues cornes appelés MBororozi et des zébus Goudali à bosses tombantes très implantés dans le nord du Cameroun. Ce sont les premiers à introduire les bœufs en République Centrafricaine.

La plupart des Peuhls MBororo sont sédentarisés et modernisent les pratiques d'élevage. Les jeunes sont scolarisés du fait de leur sédentarisation ; ils sont souvent employés comme bergers des propriétaires plus fortunés. Du fait de leur origine géographique, les Peuhls Mbororo semblent mieux adapter leur pratique pastorale à l'environnement agricole en RCA.

L'Etat Centrafricain les reconnaît comme des Centrafricains, ils sont nommés à des postes à responsabilités pour gérer leurs terroirs délimités en communes d'élevage depuis 1962. On compte en Centrafrique, sept communes d'élevage dont les Maires sont nommés par décrets et dont six sont administrées par des Maires. Ils sont repartis dans les Préfectures de la Nana-Mambere, l'Ombella Mpoko, l'Ouaka, la Basse Kotto, Mambéré Kadei et l'Ouham Pende.

Fortement influencée par les événements violents et récurrents en Centrafrique, une partie d'entre eux a perdu ses troupeaux sous l'action des coupeurs de route. Ainsi dépouillés, nombreux sont ceux qui ont dû mettre fin à leur activité pastorale. On retrouve ainsi beaucoup de ces éleveurs en milieu rural, souvent isolés, loin des villages, et qui ne possèdent plus qu'une poignée de têtes de bétails, et qui ont opté pour un début d'agriculture.

Généralement stigmatisés par les autres populations, les Peuhls Mbororo vivent une situation marquée par une forte paupérisation. Ils subissent des exactions et des pressions de la part des Peuhls Mbarara. Venus du Tchad et détenant des gros effectifs de bovins, ils épuisent sur leurs passages les ressources végétales et agricoles : ce sont les Mbarara, les Ouda, les Hanagamba et les Hontorbe. Mais les conditions les plus inhumaines auxquelles ils sont confrontés viennent des violences politiques et les violations graves et massives des Droits de l'Homme résultant des régimes qui se succèdent en RCA depuis un demi-siècle.

Notamment, en 2013, après que quelques groupes Peuhls centrafricains aient rejoint la Séléka, toute la communauté a été stigmatisée par le régime de Monsieur BOZIZE qui a ensuite mené des représailles contre nous.

Au lendemain du renversement de Bozizé, les Peulh MBororo sont indexés par les milices Séléka et les Anti-Balakas. La communauté n'échappe pas à la spirale de violence et de haine qui se déchaine contre les communautés musulmanes. Ils sont ainsi, dans leur ensemble, à la fois victimes de l'arbitraire, des voies de faits, des actes de torture, d'exécutions sommaires et extrajudiciaires, du fait de leur appartenance religieuse musulmane, ou tenus d'être de connivence avec les Séléka ou de complicité avec le régime déchu de Bozizé. On note à présent même un déni de nationalité



centrafricaine des Peuhls Mbororo dans certains discours idéologiques et politiques. On note également un mutisme inexplicable de la communauté internationale sur les violences qui sont exercées sur les Peuhls.

L'étude formule les recommandations qui sont résumées ci-dessous :

I. L'impératif d'une enquête internationale sur allégations de crime de guerre, crime contre l'Humanité et disparitions forcées à l'intérieur de la RCA et dans les pays voisins.

II. Pour la justice et la lutte contre l'impunité : les autorités judiciaires centrafricaines devraient ouvrir des instructions judiciaires sur les crimes commis contre les populations Peuhles Mbororo de la même façon que les crimes commis contre toutes les autres victimes du conflit en Centrafrique et examiner la responsabilité des auteurs.

III. Pour la réconciliation nationale : les futures instances chargées de la réconciliation devront prendre en compte les exactions et les crimes commis contre les Peuhls Mbororo, notamment en facilitant le dépôt de leurs plaintes, dossiers d'indemnisation et autres démarches. Il s'agira également **d'établir et de mettre en œuvre le principe de protection des minorités en situation de conflit** en RCA, notamment la minorité Peuhle.

IV. Travailler, à travers des programmes d'éducation et de sensibilisation formelles et non formelles à moyen et long terme, afin de **déconstruire le discours à l'origine du déchaînement de la haine**.

V. Créer un mécanisme visant l'accompagnement dans le cadre du retour, de la réinstallation et de la relocalisation des Peuhls Centrafricains déplacés ou exilés.

VI. Réfléchir à une réponse durable aux conflits entre agriculteurs et éleveurs, et ceux liés à la grande transhumance.

VII. Organiser avec l'aide et l'appui de la communauté internationale des espaces d'activités à travers des programmes d'actions à mener au plan national et des actions dans le cadre des pays concernés directement par la crise (Tchad, RCA, Cameroun).

VIII. Arrêter un plan de développement régional du Nord-Est centrafricain.

IX. La défense du droit inaliénable au retour des réfugiés avec un plan d'urgence pour faciliter leur réinsertion dans la vie nationale qui comprendrait un programme de reconstitution des cheptels.

X. Appuyer les acteurs et les initiatives en Centrafrique, mais aussi au plan sous-régional, visant à soutenir les droits et la culture des communautés peuhles et nomades dans une perspective de pleine intégration citoyenne.

Les recommandations sont détaillées dans la dernière partie de ce rapport.



Réfugiés de l'enclave de Boda, actuellement réfugiés à Bangui
Crédit Photo : AIDSPC, juin 2015



1. RAPPEL DE LA SITUATION DE LA CENTRAFRIQUE

1.1 PRÉSENTATION RAPIDE LA CENTRAFRIQUE

La République Centrafricaine couvre une superficie de 622 984 km². Le pays est enclavé au cœur de l'Afrique, entouré par le Tchad au Nord, le Soudan, le Sud-Soudan au Nord-Est, la République Démocratique du Congo à l'Est, le Congo à l'Ouest et le Cameroun au Nord-Ouest. Seuls les deux derniers pays lui permettent d'accéder à l'océan Atlantique (axes Bangui-Pointe Noire et Bangui-Douala). Mais les conditions matérielles (vétusté des équipements) et sécuritaires (coupeurs de route, douaniers indécents) transforment tout transport en odyssee et rendent son coût prohibitif. Seule une coopération régionale assortie d'un financement extérieur permettraient de briser cet isolement.

Partagé en trois zones climatiques, le pays est bien arrosé dans sa partie Sud. Le fleuve Oubangui et son important réseau d'affluents se trouvent dans cette région.

Au Sud-Ouest la forêt tropicale couvre 74 000 km², soit environ 15% du territoire. Le centre et le Nord sont plus secs et sont revêtus d'une savane arborée. L'eau est donc généralement disponible en quantité suffisante, ce qui permet la survie des êtres vivants, les activités agricoles ainsi que l'élevage et la pêche. Ajoutons une faune abondante et variée qui fait de la région une zone de chasse prisée. Les cours d'eau navigables - parfois coupés de rapides -, en dépit de leurs capacités de transports limitées, constituèrent jusqu'à nos jours le principal moyen de communication et d'échanges.

La partie Nord-Est du pays (préfecture de la Vakaga - 50 000 km², capitale : Birao) est une zone pré-sahélienne, caractérisée par une savane aride (environ 700 mm de pluies par an, saison sèche de novembre à mars), subit des conditions difficiles. Cette région est isolée du reste du pays d'une part car les pluies la coupent de Bangui sept mois par an, et d'autre part la région se trouve également tenue à l'écart par l'autorité centrale qui ne consent pour elle que très peu d'efforts en matière d'administration et d'infrastructures. Ceci contribue à expliquer la présence endémique de groupes armés. Mais il faut reconnaître que ce sous-équipement n'a rien d'exceptionnel : il caractérise l'ensemble du pays.



Source : http://ia89.ac-dijon.fr/imgs/centrafrique_admin.png

Le pays dispose de matières premières : bois (50% des 156 millions de dollars d'exportations légales, en 2011), or (découvert en 1912 dans la région de Bambari), uranium (à Bakouma, dans le Sud-Est du pays), pétrole (région de Boromata au Nord-Est et zone de Doba-Dosseo-Salamat au Nord) et diamants (les premiers furent découverts en 1914(1) .

L'Est et le Nord-Est, soit 40% du territoire, sont très peu peuplés alors que 90% des Centrafricains vivent dans le Centre et l'Ouest du pays.

La RCA est par conséquent l'un des pays les plus pauvres du monde : son indice de développement humain-IDH est de 0,343, ce qui la classe au 179ème rang sur 187 pays évalués. La RCA est l'un des rares pays où la population rurale demeure largement supérieure à la population urbaine : environ 60% contre environ 40%, principalement concentrée à Bangui la capitale, qui dépasse le million d'habitants.

La pauvreté est quasi généralisée, le taux étant évalué en 2008 à 62% de la population centrafricaine, soit 2,6 millions d'individus. Elle est plus prononcée dans les régions affectées par les conflits et serait la résultante de plusieurs facteurs dont la faiblesse des investissements dans les secteurs générateurs de revenus, le chômage urbain de 20,3% alimenté par des effectifs de plus en plus importants de jeunes sans travail, conséquence de l'inadéquation formation-emploi (2).

Le potentiel économique est mal valorisé. 70% de la population active travaille dans l'agriculture, qui assure 56% d'un PIB qui atteignait 2,16 milliards de dollars en 2011. La population parvient aujourd'hui à peu près à se nourrir (manioc - 679 000 tonnes, ignames - 346000 tonnes, maïs - 150 000 tonnes, arachides - 140 000 tonnes, mil, bananes, pour l'essentiel). Le pays a dû réduire les cultures commerciales en partie faute du réseau de communication nécessaire.

Sur le plan interne, après une longue succession de crises politiques et militaires, le pays a renoué avec une certaine stabilité et s'est, depuis 2003, inscrit dans un processus de restauration de la démocratie et d'un Etat de droit. La RCA a élaboré un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) 2008-2010 et mené de nombreuses réformes économiques et administratives qui lui ont valu d'atteindre, en 2009, le point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE).

1 : Centrafrique : géopolitique d'un pays oublié, Patrice GOUDIN, 13 octobre 2013

2 : -Bilan Commun de Pays (CCA) 2010.



1.2 LA SPIRALE DES CRISES POLITIQUES ET L'INSTABILITÉ INSTITUTIONNELLE

David DACKO, successeur de Barthélemy BAGANDA (fondateur de la République Centrafricaine, le 1er décembre 1958, décédé dans un accident d'avion en 1959) est le premier Président de la RCA, soutenu par les Français. Il s'illustre par des mesures autoritaires, dissout les partis politiques, les syndicats et les associations. Aussi il écarte son rival politique Abel GOUMBA qu'il met en résidence surveillée en même temps qu'il interdit son parti, le tout avec la complicité de Paris, l'ancienne puissance coloniale. Dans ce climat marqué par des dérives autoritaires, D. DACKO éprouve des difficultés à diriger le pays. Il effectue un rapprochement avec les Chinois, ce qui n'était pas du goût de la France. Et en 1966, le Colonel Jean Bedel BOKASSA succède à D. DACKO par un coup d'Etat militaire.

La prise du pouvoir à Bangui par BOKASSA est favorablement accueillie par la plupart des Centrafricains, surtout qu'il annonce que sa mission « est d'éradiquer la pauvreté et la corruption et de remettre le pays au travail » (1). Assisté par des conseillers français et financé par le Trésor français, BOKASSA exerce une dictature populiste. En 1976, il modifie la Loi Fondamentale sans consultation populaire, se proclame Empereur et son régime s'illustre par de vastes répressions dans le milieu des opposants et des étudiants – 250 enfants sont massacrés dans la prison de Ngaragba suite à une manifestation des étudiants en 1979. BOKASSA est clairement accusé d'être responsable de la mort de ces enfants suite à une enquête des juristes africains. La France lui retire sa coopération. L'alliance qu'il noue avec la Libye de KHADAFI, ennemie de la France, décida du sort de l'empereur centrafricain. Il est renversé par l'opération militaire Barracuda en 1979, et remplacé, faute de mieux, par D. DACKO.

Jusqu'à la chute de BOKASSA, le paysage communautaire offrait un climat marqué par une cohabitation pacifique entre les différents groupes ethniques. C'est par la suite que le pays va progressivement basculer vers des divisions fondées sur les clivages ethniques, religieux, régionaux et communautaires.

Paris va trouver plus tard son homme en la personne du général André KOLINGBA, arrivé au pouvoir en 1981 grâce à un coup d'État "par consentement mutuel" avec le président DACKO. Treize ans durant, sous le contrôle étroit du colonel français Jean-Claude MANTION, membre des services secrets français, A. KOLINGBA gouverna tant bien que mal le pays. Il s'emploie surtout à enrichir les membres de son ethnie, les Yakouma, qui représentent 3% de la population centrafricaine. Ceux-ci infiltrèrent l'armée, au point où ils occupent la majorité des hautes fonctions de Forces Armées Centrafricaines, les FACA. L'utilisation de l'ethnicité à des fins politiques fait alors son apparition en RCA, un pays uni auparavant, où l'origine ethnique des personnes n'était jamais agitée.

En 1983, une tentative de coup d'Etat lancée par des officiers d'autres ethnies est déjouée par

1 : Conflits et enjeux régionaux, Acord & Ccfd-Terre Solidaire, fév. 2014, p.40

MANTION. En réalité, le putsch était dirigé par Ange-Félix PATASSE, soutenu par deux brigadiers, François BOZIZE – un Gbaya, et Alphonse MBAÏKOUA – originaire du village Markounda, à la frontière tchadienne. Les trois hommes ont fui l'exil au Togo. Ce coup d'Etat raté a entraîné une campagne de répression contre les bastions des rebelles dans le Nord-Ouest du Pays.

La vague des démocratisations post-Guerre-Froide poussa Paris à exiger des élections pluralistes en RCA comme dans l'ensemble des pays africains du club France-Afrique qui demeurait sous son influence. La veille encore aligné sur KADHAFI et affichant des positions très antifrançaises, l'opposant Ange-Félix PATASSE et son parti le Mouvement pour la Libération du peuple Centrafricain, le MLPC remportèrent la consultation de 1993.

La victoire d'Ange-Félix PATASSE met un terme à la tradition de mascarade électorale qui avait cours pendant la Guerre-Froide, caractérisée par la présidence à vie.

Un problème se pose : PATASSE hérite d'une armée tribale ainsi que d'une situation économique et sociale incertaine. L'Etat centrafricain accumulait des dizaines de mois de salaires impayés. PATASSE se rallia à Paris qui lui apporta aide économique et soutien militaire. Sa politique autoritaire et discriminatoire suscita de nombreux mécontentements et, en 1996, le pays entra dans un cycle de violence d'où il ne sortira plus.

En effet, PATASSE forme une garde présidentielle chargée de garantir sa sécurité personnelle, constituée en grande partie d'hommes de la tribu Sara-Kaba du Nord et Gbaya, sa propre tribu, alors que la branche principale de l'armée est constituée de Yakouma, l'ethnie de A. KOLINGBA. Les rivalités entre les deux groupes conduisent à des mutineries en 1996 et 1997. En 2002, il tente de faire arrêter le Général François BOZIZE, soupçonné d'être à l'origine de multiples tentatives de putschs manqués. Le Général trouve refuge au Tchad avec les troupes qui lui sont restées fidèles.

Ces mutineries impactent profondément l'économie et cristallisent la tension fondée sur les clivages régionaux et polarisent la société. DEBY est appelé à voler au secours de PATASSE et engage une médiation entre le régime politique et les militaires. Le pays est paralysé durant des mois et finalement, face à l'impasse politique du fait des mutineries, l'armée de DEBY saute sur Bangui et mène les mutins. Cette intervention est caractérisée par de graves atteintes aux Droits de l'Homme et des violences exercées sur les femmes. C'est le début de l'interventionnisme tchadien sur le plan économique et sécuritaire en Centrafrique.

Le soutien de DEBY à PATASSE est très accru : il l'aide à éponger progressivement les salaires impayés et encadrer les militaires. Dans le même temps, les Tchadiens infiltrèrent progressivement les circuits commerciaux. Cette situation provoque alors des ressentiments des Centrafricains vis-à-vis des Tchadiens.

F. BOZIZE s'empare militairement du pouvoir à Bangui en 2003, soutenu par le Tchad. Comme ce fut



le cas pour BOKASSA, l'arrivée de BOZIZE est favorablement accueillie, considérée comme libératrice, et comme telle, marquée par la participation des acteurs politiques et de la société civile à la transition institutionnelle. Mais en 2005, la réalité est tout autre : insécurité généralisée, graves atteintes aux Droits de l'Homme, détérioration de la situation sociale, détournements, renvoi aux calendes grecques du consensus politique, etc. Pour des fins électorales, il crée une coalition politique dénommée Kwa Na Kwa (KNK), laissant le pays sans réelle opposition. Le régime se renferme sur lui-même autour de la famille du Président. Karim MECKASSOUA, ex-conseiller spécial, représentant de la communauté musulmane, un de ceux qui accompagnèrent le coup d'Etat de BOZIZE, fut écarté.

Le 24 mars 2013, BOZIZE est à son tour chassé du pouvoir par la coalition rebelle des Séléka, avec le soutien discret de N'Djamena.

Depuis la prise du pouvoir par F. BOZIZE, la RCA est devenue comme « une province tchadienne », pour reprendre les propos des N'Djamenois. Le quotidien Le Monde renchérit le 13 décembre 2013 :

« Pour sa survie politique, un président centrafricain se doit d'avoir une boussole indiquant le Nord avec précision. A Bangui, que l'on soit Chef d'Etat ou opposant, mieux vaut conserver de bonnes relations avec N'Djamena. L'ancien Président François BOZIZE l'a appris à ses dépens. Il a été balayé le 24 mars par la Séléka après que N'Djamena a ouvert la voie aux rebelles et même, selon plusieurs sources, donné un sérieux coup de pouce lors de leur offensive finale. »

1.3 UN DÉFICIT IMPORTANT EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE POLITIQUE ET DE L'ÉTAT DE DROIT

L'évolution politique de la RCA au cours des dernières décennies a été marquée par une instabilité chronique, conséquence des conflits armés, d'une administration déficiente, du manque de respect de l'ordre et de la loi, du recours trop fréquent à la violence. L'un des résultats de cette évolution est la récurrence des comportements inciviques dans les relations entre les citoyens et les groupes sociaux.

Au début de 1990, toutes les forces d'opposition se réunissent dans une coalition avec comme objectif la démocratisation du pays. Elles se mettent en grève et, avec la pression internationale, réussissent à réintroduire le multipartisme en 1991, système qui avait été interdit durant le règne de BOKASSA. PATASSE et le MPLC gagnent l'élection qui se tient en 1993, dans l'esprit de la vague de

démocratisation préconisée par l'opposition. Pour la première fois depuis l'indépendance, la volonté du peuple s'est librement exprimée.

La victoire de M. PATASSE est un véritable changement démocratique. Elle rompt avec la tradition de mascarade électorale qui, pendant la Guerre Froide, laissait invariablement un homme fort à la Présidence, ne quittant le pouvoir que par la force à la suite d'un coup d'État. Le seul problème est que PATASSE hérite d'une armée tribale qui lui est hostile.

En proie à un multipartisme balbutiant et à une cécité politique chronique, la République centrafricaine baigne dans une culture de la violence politique : régimes autoritaires, tribalisme, ethnicité, religion et conflits identitaires, élections contestées, rebellions armées, tensions politiques, guerres civiles, coup d'Etat, insécurité meublent invariablement la scène publique depuis son accession à l'indépendance. Le résultat constitue un traumatisme : viol de filles et de femmes, recrutement d'enfants dans les forces et groupes armés, crimes internationaux, associations de malfaiteurs, spoliations des biens, mutilations des personnes adultes et âgées, affrontements entre la population résidente et les immigrants, surtout originaires du Tchad.

En effet, dès 1993, l'élection présidentielle pluraliste qui établit finalement Ange-Félix PATASSE a d'abord été l'objet d'une tentative de blocage militaire à l'initiative du Général A. KOLINGBA, soutenu par un certain Général MANTION, personnage placé à la présidence centrafricaine par l'Elysée. Ces deux hommes ne s'accommodaient pas de l'alternance politique. Il a fallu que les Centrafricains occupent les rues des semaines durant pour contraindre KOLINGBA et MANTION à l'évidence d'une ère démocratique qui rompait avec une tradition qui laissait invariablement un homme fort à la tête d'un pays, et qui ne quitterait le pouvoir que par la force.

Mais PATASSE hérite en même temps d'une situation économique et sociale assez explosive qui couvait. En effet, l'Etat centrafricain cumulait des dizaines de mois de salaires impayés. Une mutinerie éclate et paralyse le pays durant des mois. Idriss DEBY, appelé à voler au secours de PATASSE, engage une médiation entre le régime politique et les militaires. Finalement l'armée de DEBY saute sur Bangui et mâte les mutins. Cette intervention est caractérisée par de graves atteintes aux Droits de l'Homme ainsi que des violences exercées sur les femmes. La communauté internationale s'en émeut, puis plus rien sur le plan de la lutte contre l'impunité.

Le soutien de DEBY à PATASSE s'accroît : il contribue à l'aide budgétaire du gouvernement de PATASSE et sur la plan sécuritaire, encadre les militaires Centrafricains. En même temps, les Tchadiens infiltrent progressivement la plupart des circuits commerciaux et les leviers politiques et sécuritaires stratégiques. Cette situation provoque progressivement les ressentiments des Centrafricains



contre le tout Tchadien.

L'interventionnisme du Tchad s'accroît : le renversement de PATASSE par le Général BOZIZE en 2003 est imputé à DEBY ; de même le soutien de DEBY à Michel DJOTODJIA et la coalition politico-armée Séléka qui renversa BOZIZE en mars 2013.

Avec l'appui de ses partenaires au développement, le gouvernement centrafricain organise le Dialogue Politique Inclusif (DPI) en décembre 2008 regroupant tous les acteurs de la vie politique et sociale ; ces assises étaient la tentative la plus importante de surmonter l'instabilité chronique en RCA. Le DPI a enregistré la présence des représentants des groupes politico-militaires avec lesquels en 2007 et en 2008 des accords séparés de paix et l'Accord Global de Paix de Libreville (AGPL) avaient été signés.

Par ailleurs, en vue de résoudre les problèmes régionaux de sécurité liés aux conflits récurrents au Darfour, au Tchad et en RCA, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté, en septembre 2007, une résolution pour la mise en place d'une force multidimensionnelle, la Mission des Nations Unies en RCA et au Tchad (MINUCART) dans l'Est du Tchad et le Nord-est de la République Centrafricaine. Toutefois, le mandat de la MINURCAT a pris fin en décembre 2010, à la demande du gouvernement tchadien.

1.4 UNE INSÉCURITÉ RÉCURRENTÉ

Pays post conflit, la Centrafrique reste un pays fragile ; la longue période de crise ayant non seulement réduit l'activité économique, amenuisé les revenus de l'Etat mais aussi détruit nombre d'infrastructures sociales. Le sous-effectif et le sous équipement des forces de défense et de sécurité de la RCA ne leur permettent pas de restaurer la sécurité sur toute l'étendue du territoire.

Le problème au plan sécuritaire de la Centrafrique s'articule autour de deux points : situation pré-occupante des Droits de l'Homme et insécurité généralisée (1) . En effet, de nombreux groupes armés écument dans tout le territoire et échappent au contrôle de l'Etat. On compte les ex-éléments de Jean-Pierre BEMBA, appelés Banyamulenges, établis dans les zones voisines de la RD Congo et les ex-gardes de PATASSE, dans le Sud-Ouest du pays, actifs sur l'axe Carnot-Berberati. Des « libérateurs Tchadiens et Centrafricains impliqués dans les actes de banditisme sur les routes et dans les villages dans le Centre et le Nord, communément appelés coupeurs de route ou Zaraguinas, sont aussi présents. Le régime BOZIZE fait face à la même situation que ses ex-compagnons d'armes qui l'avaient aidé à chasser PATASSE, notamment les soldats issus des FACA, des irréguliers Tchadiens – essentiellement Zaghawa, ex-soldats de Hissein HABRE, pilleurs de route aventuriers, etc.

1 : Conflits et enjeux régionaux, Acord & Ccfid-Terre Solidaire, fév. 2014, p.41

La Police et la Gendarmerie sont également indexées dans les violations des Droits de l'Homme.

On dénombrait fin 2012 plusieurs foyers de tension : au Nord-Ouest, région peuplée par les Kaba, Taley, Souma, Manja, Gbaya, Vallé, Litos, où opère l'APDR (l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie) ; au Nord-Est : région sous l'emprise d'éléments de la CPJP (Convention des Patriotes pour la Paix et la Justice) et l'UFDR (Union des Forces Démocratiques Républicaines) et de groupes armés tchadiens et soudanais du Darfour. Au Centre-Est : foyer de trois groupes armés à savoir la LRA (Lord Resistance Army), la CPJP (Convention des Patriotes pour la Paix et la Justice) et l'UFDR (Union des Forces Démocratiques Républicaines). Les attaques armées des coupeurs de route ou Zaraguinas et d'autres groupes y sont également fréquentes. Au Sud-Est, la LRA (Lord Resistance Army) est à l'origine de plusieurs attaques contre des groupes ethniques. Ces ethnies sont composées de : Zandé, Nzakara, Kpatéré, Yakouma, Langba, Ngougou. La cohabitation est difficile entre les éleveurs Peulhs et les populations autochtones.

Une nouvelle coalition politico-armée composée de factions d'opposants et d'ex-rebelles contre le gouvernement BOZIZE est formée en fin 2012 : la SELEKA. Son nom vient du terme du «Sango» dont le sens oscille entre « alliance » et « serment ». Elle regroupe aussi des mouvements politico-militaires hétérogènes, dont la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP) de Nourredine ADAM, l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) de Michel DJOTODJIA, la Convention Patriotique pour le Salut du Kodro (CPSK) – Kodro signifie en Sango « pays », « patrie » – dirigée par Mahamat Moussa DAHAFFANE (un Peuhl MBororo), le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC) dirigé par Martin KOUMTAMADJI (aussi connu sous le nom d'Abdoulaye MISKINE). La Séléka rassemble aussi en son sein des mouvements plus marginaux (Union des Forces Républicaines, Alliance pour la Renaissance et la Refondation) ainsi qu'une vaste main d'œuvre recrutée parmi d'anciens rebelles, bandits « coupeurs de route », hommes et jeunes gens évoluant le long de ces frontières poreuses, entre la Centrafrique, le Cameroun, le Tchad et le Soudan ; là où la violence et la guerre sont des expériences ordinaires et où le « métier des armes » est aussi une activité de subsistance et une forme de socialisation (1). Ceci explique les violences exercées sur les populations civiles dans la marche des Séléka vers Bangui.

Même si depuis 2008, cinq des groupes rebelles qui opèrent dans la partie Nord et Sud-Est du pays ont signé des accords de paix avec le Gouvernement et se sont inscrits dans un processus de DDR, les populations continuent de subir les attaques des braconniers en provenance des pays frontaliers, en quête de produits de la faune centrafricaine.

Les exactions de la LRA (Lord Resistance Army) ougandaise, en provenance de la République Démocratique du Congo voisine, qui s'est installée dans le Sud-Est de la RCA, se poursuivent et provoquent des déplacements de populations dans une région déjà sinistrée sur le plan économique.

1 : La Centrafrique, de la rébellion Séléka aux groupes Anti-Balaka (2012-2014) : usages de la violence, schème persécutif et traitement médiatique du conflit
Andrea Ceriana Mmayneri, éditions Karthala | politique africaine 2014/2 - n° 134, p. 182



Cette insécurité est renforcée par des bandes armées centrafricaines et étrangères qui opèrent plus particulièrement dans l'Ouest du pays. Enfin, depuis peu, des tensions interethniques surgissent entre Goulas et Rongas dans la Vakaga, ainsi que des tensions entre agriculteurs et éleveurs, dont certains sont en provenance de pays transfrontaliers. Ces tensions sont souvent liées à l'accès aux ressources naturelles telles que la terre et l'eau.

Cette situation d'insécurité persistante, à la fois cause et conséquence du déficit de la présence efficace des services de l'Etat dans les zones de conflit, accentue les disparités pour l'accès à l'eau, la santé, l'éducation et aux infrastructures économiques (transport, énergie) entre le Sud et le Nord où les services de base sont quasi absents et la présence d'agents et d'institutions de l'Etat est faible.

En dépit des efforts entrepris avec l'organisation en septembre 2006 d'un dialogue national regroupant l'ensemble des partis politiques et des organisations de la société civile, soit un an après un cycle électoral relativement bien réussi, l'adoption en décembre 2004 d'une nouvelle constitution, la tenue en mars et mai 2005 d'élections législatives et présidentielles, la mise en place d'institutions démocratiques (Parlement, Cour Constitutionnelle, Conseil d'Etat, Cour de Cassation, Tribunal des Conflits, Cour des Comptes, Haut Conseil de la Communication, Conseil National de la Médiation, Conseil Economique et Social, etc.), l'adoption d'un nouveau Code Electoral et la réécriture du Code Pénal, du Code de Procédures et du Code de Justice Militaire, le déficit en matière de gouvernance et d'Etat de droit demeure important.

Un groupe de Séléka, photo extraite du Programme Paix, Newsletter n°2, Novembre 2013
Crédit Photo: Afrique News Blog





2. LA CRISE ACTUELLE : UNE CATASTROPHE POLITIQUE ET HUMANITAIRE

La crise politique en Centrafrique naît de la prise du pouvoir à Bangui en mars 2013 par une coalition, les Séléka, à dominance musulmane. Elle s'est distinguée par des exactions et des violations graves et massives des Droits de l'Homme ciblant les non musulmans : des viols, des actes de vandalismes, des scènes de pillages, des assassinats, des attaques armées sur des églises et autres à Bangui et à l'intérieur du pays. Cette milice dénommée « les Ex-Séléka » (après la dissolution officielle de la Séléka en plusieurs groupes armés) a eu le soutien de certaines communautés musulmanes centrafricaines et non centrafricaines. Le Tchad est vivement cité dans le soutien et l'encadrement des Ex-Séléka.

En réaction à cette violence politique et humanitaire qui leur était ainsi imposée, les Centrafricains d'obédience chrétienne se sont organisés et ont formé à leur tour une milice armée qui s'est illustrée par une attaque armée à Bangui contre les Ex-Séléka le 6 décembre 2013. Cette attaque s'est soldée par des centaines de pertes en vies humaines parmi la population civile. L'attaque de la milice chrétienne baptisée « Anti-Balaka » va être marquée par un déchainement de violence et de haine en direction des communautés musulmanes installées en RCA depuis des décennies, notamment les Peuhls Mbororo. Des soupçons de participation dans les exactions pèsent également sur des éléments des forces armées Centrafricaines (FACA) dans l'appui et l'encadrement des Anti-Balaka.

Perpétrées par les Ex-Séléka et les milices chrétiennes Anti-Balaka, les atteintes aux Droits de l'Homme et au Droit Humnaitaire sont graves et massives :

- Sur le plan des Droits de l'Homme, de nombreuses violations relevant de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité. Les notions de « purge ethnique » et de « pré-génocide » sont souvent revenues dans les discours officiels et les rapports des OING, relayés par les médias internationaux
- En conséquence des violences exercées sur les populations civiles, une catastrophe humanitaire caractérisée par : des milliers de déplacés, de retournés Tchadiens, Camerounais, Maliens, Sénégalais, de réfugiés, de femmes, d'enfants sans abris livrés aux intempéries, privés de soins de santé, d'école, d'hôpitaux, des églises et des mosquées vandalisés et détruits (1).

Au Tchad, de nombreux Peuhls ayant fui les violences résultant de la crise en Centrafrique sont stationnés dans les Régions du Moyen Chari et du Mandoul, du Logone Oriental et du Chari-Baguirmi avec une forte présence en milieu rural (zones frontalières avec la RCA) et dans les périphéries des villes telles que Doba, Goré, Baïbokoum, Koumra, Maro, Bépopen et Sarh.

La majorité d'entre eux hésite à se rapprocher du HCR, de peur d'être à nouveau marginalisée comme dans leur pays d'origine.

1 : Sources RFI & VOA, infos des 24 et 25 fév. 2014 : 80.000 retournés et réfugiés au Sud du Tchad, 2000 au sud Cameroun, plus de 3000 réfugiés en RD Congo.

D'après certaines sources, les réfugiés Peuhls Centrafricains au Tchad sont répartis comme suit : 800 à Koumra, 3000 à Maro dans la Moyenne-Sido, 2435 à Sarh, 350 à N'Djamena, 4320 à Goré, et 2500 à Moundou, soit 13405 personnes (1).



Des Peuhls Mbororo, déplacés et réfugiés suite aux exactions
Crédit Photo : AIDSPC, 2015

1 : Mémoire : « Les Peuhls Mbororo centrafricains réfugiés au Cameroun et au Tchad : des communautés en danger », AIDSP, 12 fév. 2014



3. LES PEUHLS EN CENTRAFRIQUE

3.1 HISTOIRE DE L'IMPLANTATION DES PEUHLS MBORORO

Les MBororos (1) constituent la grande branche nomade des PEUHLS d'Afrique Occidentale. Certaines sources évoquent leur origine comme venant de l'ancien Mali, c'est-à-dire l'empire Mandingue. Mais des sources documentées soutiennent que les MBororos de RCA seraient plutôt originaires des territoires nigériens. Les mêmes sources leur attribuent le statut de « continueurs » des premiers Peuhls qui vinrent de l'Est, puis atterrirent au Fouta Toro et au Fouta Djallon, où ils se fixèrent, trouvant le pays favorable et se mélangeant aux races locales.

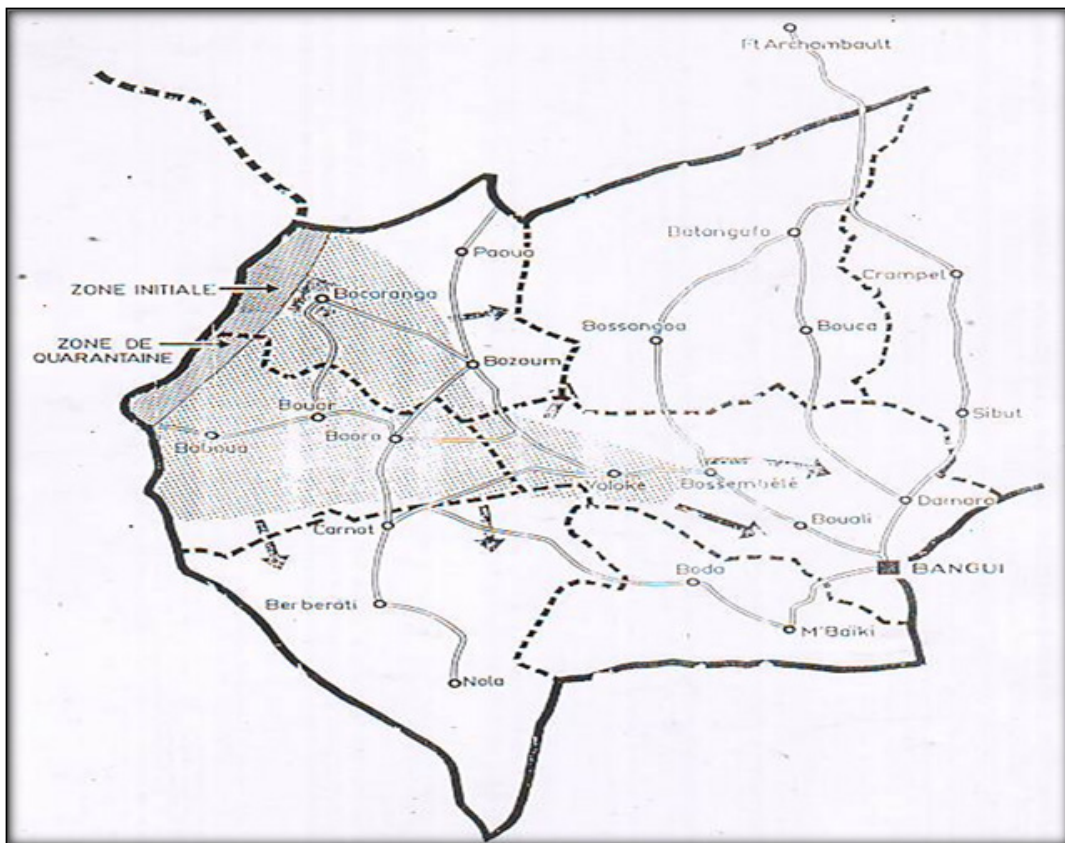
Ce mouvement MBororo semblerait s'être dispersé sur deux directions : une partie gagna les territoires BORNOUAN, tandis que l'autre descendit vers le Sud, probablement en suivant le cheminement des Foulbés qui s'établirent au Cameroun et plus précisément vers l'ADAMAOUA. Une autre partie du rameau BORNOUAN pris la route du Sud et aurait fait sa jonction avec l'autre vers N'GAOUNDERE. Mais en ADAMAOUA, les MBororos ne pouvaient supporter la tutelle des Lamibés Foulbés. Ils essayèrent de leur échapper, tout en restant dominés par les exigences de pâturages. Ils ne pouvaient remonter vers les territoires du Nord Cameroun où se trouvaient encore des Lamidats. Ils tentèrent donc de pénétrer en Centrafrique une première fois en 1914 mais les Bayas firent un mauvais sort aux troupeaux et même portèrent atteintes aux personnes. Vers 1920, ils recommencèrent timidement, puis s'installèrent définitivement vers 1924.

Quatre périodes historiques majeures caractérisent la vie des Peuhls Mbororo en Centrafrique. La période initiale couvre les années 1920 où, partis du Cameroun, les Peuhls MBororo arrivent en RCA et s'installent dans la région de la Nana Mambéré. Globalement, le processus de l'immigration MBororo aurait évolué de la manière suivante : des éleveurs ont transhumé alternativement du Nord Cameroun au Tchad en fonction des saisons depuis la fin du XIXème siècle. Ils auraient ensuite contourné les pâturages de l'Oubangui en 1914 pour échapper aux exactions et aux réquisitions des troupes allemandes. Mais des différends avec les sédentaires les auraient contraints à réintégrer le Cameroun, une fois la paix revenue. Après diverses tentatives timides en 1921-1922, certaines sources laissent entendre que les premières migrations se sont produites au Sud de Koundé en direction des chutes Lancrenon pour échapper aux brimades de certains Lamido vers 1926 ; plusieurs chefs Foulbés étant à l'origine de ces déplacements (2). En 1932, Peuhls MBororos et Foulbés possédant plusieurs milliers de têtes de bétail occupaient les pâturages le long de la frontière, au Nord de la subdivision de Bouar-Baboua et au Sud de celle de Bocaranga. Dans la même période, des MBororo, en provenance du Cameroun et du Nigéria affluent : ils fuient leurs chefs traditionnels et les impositions trop lourdes, venant en « Oubangui » où de grands parcours sont disponibles et où il n'y a pas d'impôt sur le bétail. Ces Peuhls MBororo sont réputés non violents et solidement attachés à l'Islam.

1 : Les informations relatives à l'origine relèvent en grande partie de la tradition orale.

2 : Le chef IBRAHIM s'installe définitivement à Bocaranga en 1930.

Ils possèdent des zébus de longues cornes appelés Mbororozi et des zébus Goudali à bosses tombantes très implantés dans le nord du Cameroun.

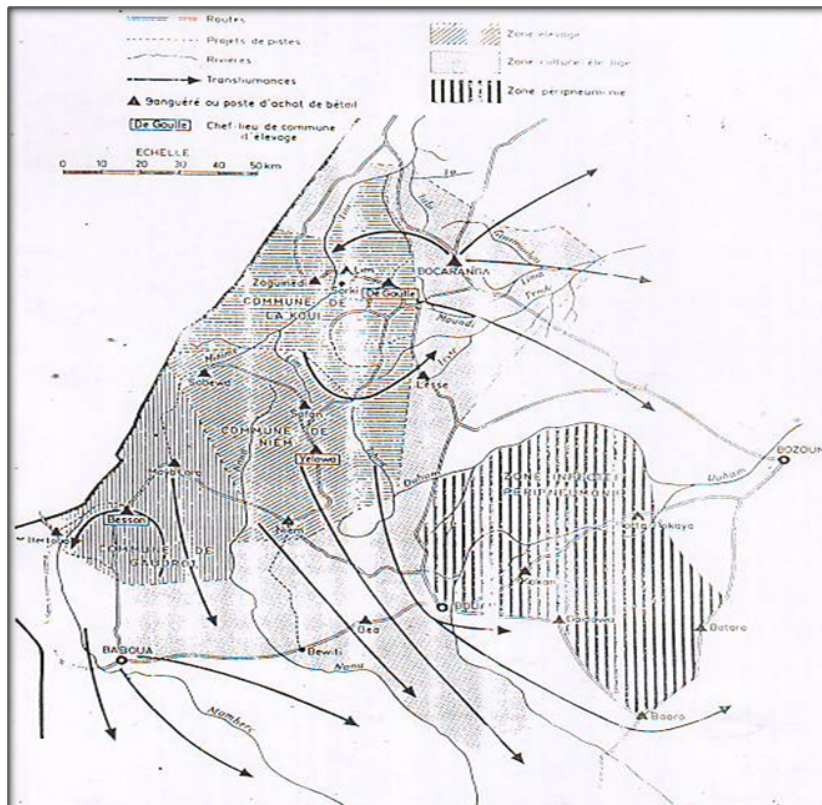


Zone d'implantation des Peuhls MBororo où se développait l'élevage
Source : AIDSPC

Ce sont les premiers à introduire les bœufs en République Centrafricaine. Avant l'arrivée des Peuhls MBororo, la Centrafrique ne possédait pas le moindre cheptel bovin sur son territoire. En 1908, PSI-CHARI (1) décrit la région de Bouar et de l'Ouham-Pendé sans évoquer nulle part d'activité pastorale. En revanche, il révèle que l'approvisionnement en viande est assuré par un troupeau d'animaux de boucherie convoyé par des bergers Peuhls, qui suit la colonne militaire depuis son départ du Cameroun. Actuellement, le cheptel national atteint des millions de têtes. Cette situation est en effet le fruit d'une longue série d'essais, d'expériences et de projets qui ont été poursuivis avec ténacité par les pouvoirs publics, notamment le Service de l'Élevage. Ce service spécialisé, fortement structuré peut mener à bien une politique cohérente de l'élevage en République Centrafricaine, avec la continuité et les pouvoirs nécessaires

Puis on assiste à une dissémination géographique progressive de la communauté à travers laquelle, sous l'encadrement de l'administration coloniale, les Peuhls essaient dans la Waka, dans le centre du pays. Certains chefs, notamment Ardo OUMAROU, fixés initialement à Bossembele migrent vers l'Est, à Damara ou Yppi et Alindao (Bambari). Certains vont occuper les pâturages de Yaloké, Carnot et Boda, etc.

1 : Dans *Terre de soleil et de sommeil*, 1908



Zones de dissémination des Peulhs en Centrafrique
Source : AIDSPC

Dans un rapport, J.C. BILLE (1) note avec pertinence : « Lorsque le MBororo devra s'enraciner, peut-être acceptera-t-il de considérer comme patrimoine, non seulement son troupeau, mais aussi son sol », et d'ajouter : « L'élevage doit bénéficier avant toute chose d'un climat de confiance qui permette à l'éleveur de ne pas se sentir indésirable, séparé de sa nation. Sa fixation, sa participation à l'économie sont les plus sûrs garants de sa discipline ».

La fixation des Peulhs MBororos, déjà fortement amorcée, était pratiquement acquise en les intégrant dans la communauté centrafricaine. L'Etat leur reconnaît le titre de nationaux en organisant des structures administratives, politiques et économiques propres et adaptées à leur mode de vie, contrairement au Tchad ou au Cameroun, ce qui fera d'eux par la suite les pasteurs transhumants les mieux encadrés d'Afrique.

Ces atouts économiques favorisent l'intégration politique et économique des Peulhs MBororo. Il faut souligner au passage que pour en arriver là, les Peulhs MBororos et leurs bétails ont posé de très nombreux problèmes aux autorités depuis leur implantation. Les objectifs essentiels étaient d'abord de les maintenir sur place, alors que la stabilité dans le pays était encore précaire – on connaît la facilité de mobilité et d'exode de ces grands nomades. Les approcher, gagner leur confiance pour les intégrer dans la communauté en leur apportant assistance sanitaire, assistance vétérinaire et organisation administrative a aussi été un défi. Sous l'impulsion d'une volonté politique, cette intégration se traduit par une éclosion, dans les années 1970, de collectivités locales. L'Etat centrafricain crée des communes d'élevage, ce qui laisse s'établir aux Peulhs un double espace, un espace économique

1 : Pâturages du Secteur Occidental d'Elevage de la République Centrafricaine (Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux, 1964)

où les échanges économiques et commerciaux s'organisent entre la communauté et les autochtones. Un espace politique, où on assiste à l'émergence de maires Peulhs éleveurs dans une aire géographique considérable, notamment dans la Nana Mambéré, De Gaulles, la Waka au Centre, la Basse Kotto et la Haute Kotto, est aussi mis en place. Cette deuxième période correspond ainsi à la période d'intégration économique et politique de la communauté Peulh MBororo de Centrafrique.

Sur le plan strictement politique, cette dynamique favorise l'intégration des Peulhs dans des structures d'encadrement, notamment dans le secteur de gros élevage à travers la Fédération Nationale des Eleveurs de Centrafrique (FNEC) ou à travers l'Agence Nationale de Développement de l'Élevage (ANDE), fortement appuyées par les partenaires techniques et financiers dans les années 1980-1990, notamment la Banque Mondiale.

Le processus de structuration de la filière bétail/viande, imposé par les bailleurs de fonds, a consisté à faire entrer de manière progressive dans un cadre formel, contrôlé par l'État, des secteurs économiques largement informels. Le but était de faire bénéficier les membres de ces associations de formations, mais surtout de leur faire payer cotisations, taxes et impôts. Ce processus avait débuté en 1974 avec la création de l'Association Nationale des Eleveurs Centrafricains (ANEC), affaiblie par la réforme agraire de 1970. Ensuite, en 1982, la création de l'Association Nationale des Bouchers Centrafricains (ANBC) devenue en 1985 la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC, qui avait créé les Groupements d'Intérêt Pastoraux GIP). Le processus s'est poursuivi avec la création de l'Association Centrafricaine des Commerçants du Bétail (ACCB) en 1991, puis de l'Association des Commerçants de Bétail Centrafricain (Acobeca) en 1998.

3.2 ORGANISATION DES COMMUNAUTÉS PEUHLES

Les Peulhs sont organisés au sein de familles élargies qui constituent toutes ensemble plusieurs groupes (ou clans) appelés chez les Peulhs « légnol», rassemblés autour d'un chef dignitaire l'Ardo. On peut retrouver aujourd'hui en Centrafrique une centaine de familles regroupées au sein de quatre légnols.

Le premier légnol arrivé est donc bien celui des Djafoune venus du nord Cameroun en 1920, qui se sont installés dans l'ouest de la RCA. Ils rassemblent environ 50 familles et 50% de la population peuhle de Centrafrique.

Un deuxième légnol, des Wodabé du Cameroun sont eux-aussi venus dans les années 1922 tandis que ceux du Tchad sont venus plus tard en 1975. Ils rassemblent 10 familles et représentent environ 16% des Peulhs Centrafricains. Les Wodabé sont présents partout sur le territoire, surtout dans l'Ombella-M'Poko, l'Ouham, l'Ouham Pende et la Ouaka.

Le troisième légnol, celui des Ouda, est venu du Tchad, du Nigéria et du Niger dans les années 1975-



1976 et ses membres se sont surtout installés dans le Nord-Ouest dans la Préfecture Nana Gribizi, dans le Oum Boumou et la Haute Kotto. Ils rassemblent 10 familles et représentent eux-aussi environ 16% des Peuhls.

Le dernier légnol, celui des Danadji, originaire en partie du Nigeria et en partie du Tchad et ses membres sont venus en Centrafrique en 1975-76.

Il existe aussi d'autres communautés transhumantes non centrafricaines qui nomadisent régulièrement en RCA et qui posent de nombreux problèmes, en particulier les Mbararas arabes qui sont des éleveurs Tchadiens mais aussi des Peuhls Ouda et Wodabé Tchadiens. Ces derniers brûlent les champs, sont armés et pillent sur leur chemin. Il y a eu aussi amalgame entre Peuhls et musulmans durant la dernière crise, assimilés à des étrangers Tchadiens, et à des coupeurs de route et braconniers qui utilisent les pistes des Peuhls.

Il existe des tensions entre les légnols. Certains groupes, en particulier venus plus récemment en important des cultures conflictuelles de leur région d'origine, posent des problèmes particuliers à la communauté. Ces groupes ont fournis jusqu'à 80% des troupes peuhles de Baba Lade, de la Séléka ou aujourd'hui du Général Darassa.

Les sédentaires Peuhls ne sont que 15% dont la majorité continue à nomadiser en brousse. Les Djafoune sont davantage sédentarisés (50%), scolarisés et plus structurés. Sur les 7 communes d'élevage, tandis que la dernière ne rassemble que des Wodabé et les 6 autres rassemblent essentiellement des Peuhls Djafoune.

Si chaque famille a un chef dignitaire Ardo, seuls les Djafoune ont un Lamido. Le Lamido est l'équivalent d'un roi ou d'un sultan, doté d'une autorité traditionnelle et culturelle sur l'ensemble des légnols. Cette autorité est confirmée par les autorités politiques du pays. Le Lamido a pouvoir de justice traditionnelle, il gère des impôts pour l'Etat et lève la dime (Djaka) pour la gestion du lamidat. Il est aussi un chef religieux qui nomme les Imams et qui travaille avec les marabouts. Il garde aujourd'hui ce rôle traditionnel tout en endossant un rôle d'interface avec le Gouvernement. Le Lamido nomme les Ardo de tous les légnols.

La communauté peuhle n'est pas repliée sur elle-même, en témoigne le grand nombre de mariages entre ethnies. Les Peuhls hommes se marient souvent avec des femmes des autres communautés de RCA.

3.3 L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ PEUHLE

L'économie des Peuhls MBororos repose exclusivement sur l'élevage, lui-même composé de bœufs zébus. Chez les MBororos, les grands éleveurs partagent leurs animaux en deux catégories : les

«Sourezi» dont les troupeaux sont composés de vaches laitières et vivent dans la « concession » même du propriétaire, et les « Horezi ». Les troupeaux Horezi quant à eux sont composés principalement de mâles castrés et de femelles stériles. Le troupeau est confié à un berger et peut être parfois très éloigné du propriétaire. C'est dans ce troupeau que sont les animaux destinés à la boucherie et que l'on pratique les gros prélèvements qui permettent de payer le voyage à la Mecque.

Lorsque la période de transhumance de saison sèche survient, un inventaire des bêtes faibles est effectué : celles âgées, et boiteuses sont vendues aux commerçants qui parcourent la brousse. Puis le MBororo leur fait boire de l'eau «natronée» et, un matin, a lieu le départ, la descente vers les grands cours d'eau.

Le troupeau constitue le « coffre fort » du MBororo qui vend ses bêtes au gré de la nécessité : pour se nourrir, acheter du natron ou payer ses impôts. Mais il vend surtout les bêtes jeunes, c'est-à-dire celles les plus exposées à la maladie. Et quand, par crainte de sanctions il ne pourra vendre une jeune bête, il se débarrassera de la plus vieille et la plus squelettique, et conservera de beaux bœufs pour des besoins plus importants.

En RCA, l'éleveur MBororo opère d'abord la sélection sur la robe de la bête sans négliger la production laitière. Il n'est pas rare de voir de superbes taureaux castrés parce qu'ils ont une robe fauve. La castration se pratique par écrasement et martelage entre deux bâtons, avec parfois toute une cérémonie.

La thérapeutique utilisée pour les soins du bétail est très simpliste : la fuite devant la maladie, le natron, et le fer rouge. Les principales maladies qui frappent les bovins en RCA sont : l'ascaridiasse ou «souara». Très fréquente et surtout mortelle chez le veau de un ou deux mois, le charbon ou « mboutou » tue surtout à un ou deux ans. La trypanosomiase ou « wadahoundé » fait des ravages après les transhumances de saison sèche ayant amené les troupeaux au contact des grandes galeries forestières, et les dermatoses.

Le MBororo élève très peu de moutons en RCA. Quand il le fait, c'est pour avoir trois ou quatre têtes et pouvoir sacrifier le mouton traditionnel à la fête de LAIADJI (1). Ce mouton est de taille moyenne, en général squelettique, blanc à vilaine toison.

Le MBororo utilise aussi un cheval petit et trapu, mais très rarement. Très peu de géniteurs vivent sur place, la plupart étant amenés du Cameroun, et se vendent chers. Mal nourris et mal soignés ils résistent peu aux grandes fatigues et, non ferrés, souffrent sur les affleurements de roches latéritiques.

1 : Fête de mouton ou Tabaski.



4. LES PEUHLS DANS LA CRISE ACTUELLE

4.1 PROBLÉMATIQUE

Les Peuhls MBororo, éleveurs ou gardiens de bétail, dont ils ne sont souvent même pas propriétaires, sont la cible des différents régimes qui se sont succédés depuis plus de 20 ans. A chaque alternance, le nouveau pouvoir les accusant d'être à la solde du précédent, ils continuent de subir représailles, amendes, taxes illégales, vols de bétail... Leur situation est encore pire aujourd'hui dans ce pays où l'on chasse « les étrangers musulmans ». Les Peuhls de l'Ouest du pays ont fui en masse les massacres, les viols, les pillages... 60 000 se sont réfugiés au Cameroun, et 40 000 au Tchad, se mêlant aux milliers d'autres musulmans qui ont fui le pays. Quelques communautés sont restées piégées et vivent encerclées par les Anti-Balaka.

Certes, une minorité de Peuhls a participé à des rébellions : 350 d'entre eux ont suivi Baba Ladé, chef d'un mouvement en rébellion contre le président DEBY puis ont rejoint la Séléka en 2013. Mais il ne faut pas confondre les Peuhls Centrafricains avec les coupeurs de routes et les braconniers très nombreux dans ce pays, et surtout avec d'autres Peuhls mercenaires venus du Tchad, du Soudan, du Nigeria, du Niger pour combattre aux côtés de la Séléka. Des groupes nomades très dangereux, armés et vindicatifs, viennent aussi chaque année du Tchad et du Soudan pour de longues transhumances. Tous ceux-là ne sont pas des Peuhls Centrafricains. Même si certains d'entre eux sont aujourd'hui dans les structures politiques et de commandement de la Séléka (un porte-parole, un chef d'opération militaire), il s'agit de quelques centaines de personnes sur une communauté dont on ne connaît pas la taille avec précision, certains parlant de 180 000 membres, d'autres allant jusqu'à 400 000 voire 750 000 personnes, en tout cas une communauté présente dans presque toute la Centrafrique.

Par amalgame, ceci amène les Centrafricains, mais aussi de nombreux acteurs et observateurs de la crise centrafricaine, à soupçonner la communauté peuhle d'être partie prenante dans le conflit. Personne ne semble s'interroger sur la situation actuelle et l'avenir de cette importante communauté centrafricaine.

4.2 LES PEUHLS VICTIMES IGNORÉES DEPUIS 30 ANS

En République Centrafricaine, on ne connaît le Peuhl que sous un seul angle : l'élevage. « On naît, on vit et on meurt avec son métier » (1). Le Peuhl ignore totalement l'école, les enfants ne sont donc pas scolarisés. Le Peuhl MBororo ne s'intéresse pas non plus à la politique. Ignorant ce que leur conférerait leurs prérogatives en tant que sujet de droit, ils étaient des laissés pour compte, de sorte que tous les régimes politiques qui se sont succédé en RCA se sont servis d'eux

1 : Propos de l'Imam de la Grande Mosquée de Bangui, 29/11/14 à Bangui.

économiquement (1). Qu'est-ce qui explique donc qu'ils soient indexés, stigmatisés et finalement ciblés dans la cruauté qui s'est déferlée sur cette minorité (2) en Centrafrique dans la crise post-régime de BOZIZE ? Plusieurs hypothèses pourraient expliquer cette situation.

Les années 1990 correspondent à ce que l'on nomme la « phase des dérives ». Ces dérives, caractérisées par des violences, des atteintes aux droits humains, des voies de faits, etc., tirent leurs origines à la fois du degré de puissance économique des Peulhs Mbororo, et des multiples situations politiques et économiques conjoncturelles que traverse la République Centrafricaine.

En effet, dans les années 1990, la puissance économique qu'est devenue la communauté peuhle de Centrafrique attire des convoitises, et ceci à plusieurs niveaux.

Politiquement, ce pays marqué par l'extrême pauvreté et la faiblesse financière de l'administration publique, l'Etat se tourne vers le Peulh et fait de lui le principal contribuable : impôts de tout genre au travers d'actions légales, licites, ou illicites, etc.

Ensuite au niveau des Forces de Défense et de Sécurité centrafricaines, la communauté peuhle a subi des pressions financières et économiques que ces forces publiques ont exercé dans les années 1990. Ces dernières organisent en faveur de l'émergence du phénomène de prédateurs appelés sous le vocable « coupeurs de routes », ou encore « Zaraguinas ». Les coupeurs de route se manifestent par des prises d'otages d'enfants, contre de fortes rançons ; leurs actions criminelles se soldent aussi par des tueries et des assassinats. Les crimes imputés aux coupeurs visent les populations rurales en général, mais ciblent surtout les Peulhs Mbororo, du fait de leur situation économique enviable.

Les années 1990 sont aussi une période de crise pour les producteurs ruraux, notamment dans les filières agricoles. Cette conjoncture provoque une perte de pouvoir d'achat des agriculteurs et, par conséquent, provoque et développe en leur sein des appétits par rapport aux éleveurs, majoritairement composés de Peulhs. La cohabitation pacifique entre agriculteurs et éleveurs, bâtie dans les années 1970 à la faveur de la réforme agraire sous BOKASSA et traduite par des regroupements des villages dans la cadre de la culture attelée, vole en éclat. En effet, les communautés d'agriculteurs, à cause des conflits avec les éleveurs, s'en prennent aux bétails, mènent des attaques armées et des actions de représailles sur leurs voisins Peulhs. Ces frictions préfigurent les violations massives qui vont s'exercer sur la communauté peuhle à la faveur de l'arrivée des Séléka en 2012.

1 : Selon des témoignages concordants, dans les pratiques courantes des voies de fait qui s'exercent sur les voyageurs, le Centrafricain paye par exemple 100 FCFA, alors que le Peulh est sommé de verser 500 FCFA, soit cinq fois plus, parce que, dit-on, il est économiquement plus puissant que les autres Centrafricains. Mais il faut noter que les Peulhs Mbororos de RCA sont également victimes des autres musulmans, qui opèrent sur eux d'énormes extorsions d'argent lors des pèlerinages.

2 : Les estimations établissent leur nombre à 700.000 personnes sur 6.000.000 d'habitants en RCA, soit 20% de la population totale.



Extrait du mémorandum de l'AIDPSC, 12 février 2014

Nous sommes des éleveurs et des gardiens de bétail dont nous ne sommes souvent pas les propriétaires. Depuis plusieurs années, à chaque changement de régime, nous sommes victimes de représailles : le nouveau nous accusant d'être à la solde du précédent.

Par exemple, lorsque Monsieur Ange Félix PATASSE arrive au pouvoir en 1993, son entourage et les membres de la garde présidentielle arrêtent et rackettent les éleveurs Peuhls-MBororo en les accusant d'être les gardiens du bétail et les partisans de son prédécesseur André Kolingba.

Plus tard après la chute du président PATASSE, les membres de la garde rapprochée de son tombeur, François BOZIZE, ont également arrêté arbitrairement et rançonné notre communauté, nous accusant d'être des coupeurs de route et des partisans du président Ange Félix PATASSE.

L'an dernier, après que quelques groupes peuhls centrafricains aient rejoint la Séléka, toute la communauté a été stigmatisée par le régime de Monsieur BOZIZE qui a ensuite mené des représailles contre nous.

Après son coup de force, la Séléka nous a accusés d'être les complices et gardiens de bétail des figures de l'ancien régime. C'est ainsi que depuis l'année dernière, nous sommes victimes de meurtres et de rackets. Sous la Séléka, les éleveurs peuhls se sont vus imposer, « un droit de pâturage » illégal variant de 500 000 à 10 000 000 FCFA par famille en fonction de la taille du bétail. Cette rançon était dix fois plus élevée que celle qui nous était imposée sous le régime de François Bozize.

Ce sont maintenant les Anti-BALAKA également, qui tuent, torturent, violent et massacrent les Peuhls MBororo du fait de leur appartenance religieuse musulmane et en les accusant d'être de connivence avec les Sélékas.

Toutes ces exécutions et violations des droits des Peuhls ont entraîné des déplacements massifs des populations à l'extérieur du pays où la situation est loin d'être favorable.

Dans pareil contexte caractérisé par des pressions d'origines diverses, la tendance à l'autodéfense vis-à-vis des coupeurs de route voit le jour en milieu peuhl centrafricain: les hommes vont se doter d'armes à feu (armes de guerre, armes de chasses, armes traditionnelles, etc.) en vue de sécuriser les bétails. Cette tendance à l'auto sécurisation est renforcée dans le cadre de la transhumance entre le Tchad et la RCA d'une part, et entre le Soudan et la RCA d'autre part. On voit ainsi des convoyeurs équipés d'armes exercer cette activité de mobilité et d'exploitation de troupeaux hors des frontières internationales de la RCA (RD Congo, Congo, Gabon, etc.) et, retourner en RCA sans bétails mais fortement armés.

Tous ces éléments ambiants visant les Peuhls vont aboutir à une cristallisation quand François BOZIZE prend le pouvoir à Bangui en 2003. Cette cristallisation va se traduire par une mauvaise perception des populations musulmanes, un amalgame contre tout musulman, qu'il s'agisse de Peuhls, de Haoussa ou de Bambara, etc.

Les violences et atteintes ayant pour cibles les Peuhls de Centrafrique prennent naissance depuis les années 1990. Cette situation tire son origine de la crise économique et l'apparition du phénomène des coupeurs de route qui, dans toute leur brutalité et leur violence, frappent de plein fouet la Centrafrique.

4.3 LA PAUPÉRISATION DES ÉLEVEURS PEUHLS DE RCA⁽¹⁾

Dans les années 70-80, on constate un phénomène de sédentarisation des éleveurs Peuhls en Centrafrique. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette mutation sociologique, mais elle est surtout attribuée à une diminution importante des effectifs du troupeau, entraînant l'impossibilité de vivre uniquement des revenus d'un élevage conduit de manière extensive. L'éleveur qui se paupérise, en perdant tout ou partie de ses bêtes, doit se tourner vers d'autres types d'activités économiques pour survivre. Et pour générer des revenus monétaires afin de pouvoir subsister, il se tourne naturellement vers l'agriculture car l'accès à la terre est relativement aisé et peu onéreux. Mais la pratique agricole nécessite un état de moindre mobilité, ne serait-ce que provisoirement. Puis d'autres activités choisies par l'éleveur comme le commerce, la pêche ou la recherche de diamants imposent une certaine sédentarité. La diminution des effectifs bovins est souvent aussi liée à une décapitalisation accélérée du troupeau, conséquence d'une augmentation des charges monétaires induites par l'accroissement de la taille de la famille et par l'inflation des prix des produits de première nécessité. L'éleveur se voit alors contraint de consommer des produits alimentaires manufacturés, des médicaments humains et animaux. La diminution de la taille du troupeau s'explique aussi par des raisons indépendantes de la volonté des éleveurs : d'abord les maladies que l'on sait en recrudescence, mais aussi les vols et les rançons demandées par les Zaraguinas en cas de rapt d'enfant. L'insécurité grandissante en brousse, avec la présence des coupeurs de route et du vol des bêtes, pousse également les éleveurs

1 : La Paupérisation des Eleveurs Peuhls de RCA, Claude ARDITI, 2009.



à rechercher une installation permanente (sédentarisation) le long des principaux axes routiers réputés plus sûrs.

Cette nouvelle donne expose des jeunes à la manipulation politique, comme BABA LADE ne s'est pas privé d'en user par des recrutements massifs de jeunes Peuhls.

Le début des dérives surviennent avec BABA LADE(1), chef rebelle Peuhl Tchadien ayant établi sa base politique et militaire sur le territoire nord centrafricain. BABA LADE recrute de jeunes essentiellement parmi les Peuhls Il sévit et s'illustre dans des violations massives des Droits de l'Homme, des braquages. Le phénomène de coupeurs de route dénommés « Zaraguinas » est attribué aux hommes de ses troupes et aux Peuhls en général. Les populations du Nord centrafricain, qu'il s'agisse de chrétiens, de musulmans et de Peuhls payaient pourtant au prix fort l'effort de guerre de BABA LADE. Mais leur mutisme face aux souffrances que leur infligeaient simultanément les troupes de Baba Ladé, la Séléka et les Anti-Balaka les laissent apparaître comme ayant fait allégeance à ces groupes armés. L'idée de vengeance se forme progressivement dans l'esprit collectif des Centrafricains non musulmans, qui n'attendaient que leur « jour ». Cette idée de vengeance se renforce, surtout qu'après le départ de BABA LADE de la RCA, ces hommes, la majorité de ses éléments centrafricains sont restés avec leurs armes, puis se sont reversés au sein de la formation rebelle Séléka (2).

Aussi, l'apparition subite du Peuhl au sein des forces ou groupes armés provoque une surprise générale, lui dont on ne connaît d'autres activités en dehors de l'élevage. Cette situation déstabilise les esprits, d'autant que l'on compte au sein des plus hautes structures politiques et militaires des figures peuhles (3), ce qui finit par établir définitivement dans les esprits, à tort d'ailleurs, l'idée de trahison, de complicité et de collusion des Peuhls Mbororos avec les Séléka dans les déchaînements de violence exercés sur les Centrafricains non musulmans. Ainsi, la cohésion séculaire qui régnait entre Peuhls et l'ensemble des communautés en RCA vole en éclat. Les Peuhls se retrouvent piégés, surtout qu'on n'identifie en leur sein aucun leader politique capable de proposer et de faire valoir un agenda politique.

1 : Cette formation armée s'illustre beaucoup plus en RCA que sur le territoire tchadien. Il signe un accord de paix avec N'Djamena en 2012, rentre au pays, puis est nommé successivement Conseiller du Premier Ministre, Préfet à Maro (Chef-lieu de la Grande Sido, Département frontalier avec le Nord-Est de la RCA. Il est mis en accusation par la justice centrafricaine en 2014 pour crimes internationaux. Il échappe en décembre 2014 à une tentative d'enlèvement des services spéciaux tchadiens, s'enfuit en RCA où il est mis aux arrêts, puis à la demande du Gouvernement tchadien, il est l'objet d'un transfert judiciaire au Tchad où son dossier est en instruction.

2 : Coalition constituée de formations rebelles, essentiellement des résiduels des hommes de Baba Ladé, des mercenaires Tchadiens, Soudanais . Ayant à leur tête Michel Djotodjia et soutenus par N'Djamena, ils marchèrent en quelques semaines sur Bangui où ils renversèrent le Général Bozizé et s'illustrèrent dans des violences cruelles contre les Centrafricains non musulmans.

3 : le Général Ali Darassa, un des leaders Séléka, et le Général Mahamat Moussa Dahaffane de la Convention Patriotique pour le Salut du Kodro sont Peuhls, leur alliance avec les Séléka a servi de prétexte dans le déchaînement des violences contre les populations peuhles, qui n'avaient aucune accointance avec lui. Dafane a signé l'Accord de Brazzaville en janvier 2014.

4.4 LA PROBLÉMATIQUE DES CONFLITS AGRICULTEURS/ELEVEURS AVEC LA QUESTION SPÉCIFIQUE DE LA TRANSHUMANCE TRANSFRONTALIÈRE ET SES CONSÉQUENCES

Vers 1921, le premier Peuhl arrive et s'installe au cœur du territoire de l'Oubangui Chari, dans la région de l'Ouaka. L'espace correspond aujourd'hui à la commune d'Oron Djafoune. C'est un milieu très hospitalier par son écosystème naturel et par les autochtones sédentaires. Par la suite, une importante communauté d'éleveurs vient profiter de ces vastes espaces. Par vagues successives, les Peuhls Mbororo descendent du Niger, du Nord Cameroun, et du Tchad. De génération en génération, ils se multiplient, consolident leurs positions et s'enrichissent. Ils prennent de l'ampleur, à côté des populations sédentaires, et ignore toute idée d'intégration. A partir de 1930, sous la pression des besoins en pâturage, par petits groupes, les Peuhls se détachent du foyer originel de Oron Djafoune, se dispersent, migrent vers le plateau central oubanguien et occupent le Nord des bassins des rivières l'Ombella, la Mpoko et la Lobaye. Ils se répandent aussi aux pieds du Massif du Yadé à l'ouest. Ils descendent et occupent les bassins des rivières la Kotto au sud, la Mbari, le Mbomou, au sud-est et la Chinko et la Ouara à l'est. Ces vastes mouvements migratoires se poursuivent toujours en s'intensifiant.

A partir de l'indépendance, en 1960, les Peuhls font partie intégrante de droit et constituent l'une des composantes sociales du pays à part entière et sont pris en compte comme tels dans le cadre de la souveraineté nationale.

Plusieurs phénomènes concourent à l'éclosion de l'établissement des conflits opposants les éleveurs Peuhls Mbororo aux agriculteurs.

Dès les années 1970, des initiatives visant l'investissement dans la production pastorale se sont intensifiées.

De nouveaux propriétaires de troupeaux ont alors fait leur apparition : membres de la classe politique. Mais n'ayant pas la culture pastorale, ils confient systématiquement la charge de leurs cheptels aux Peuhls. Comme si cela ne suffit pas, leurs épouses aussi se transforment en opératrices dans le secteur. Elles monopolisent et contrôlent la distribution de la viande à l'intérieur et à l'exportation. Cette situation déloyale pénalise directement les Peuhls qui ont perdu d'importants segments du commerce du bétail (1).

Ensuite l'apparition dans la chaîne commerciale de nombreux « éleveurs-commerçants » qui représentaient en 2011 12% de la population rurale au centre et à l'Ouest, contre 5,9% en 1997 (2).

1 : Centrafrique : de la route de la transhumance à la partition, Bangui, 30 décembre 2014, Maxime-Faustin Mbringa-Takama

2 : Conflits et enjeux régionaux, ACORD & CCFD-Terre Solidaire, P. 49, Fév. 2014.



L'émergence d'une nouvelle catégorie d'acteurs est aussi à relever, notamment illustrée par ceux qu'on dénomme les « agro-éleveurs », qui combinent agriculture et élevage. Cette catégorie renferme les éleveurs Peuhls d'origine, et aussi des agriculteurs ayant progressivement accumulé un cheptel.

On observe une mutation sociale, qui se traduit par un processus important de transfert de propriété au profit de gros propriétaires de bétail qui confient leurs troupeaux à des bergers salariés.

La forte augmentation de la pénétration inter-saisonnière d'éleveurs transhumants en provenance du Tchad et du Soudan constitués majoritairement de Peuhls désignés sous le vocable « Hanagamba », est source de conflits graves et récurrents entre ces derniers et les agriculteurs de Centrafrique. Leurs troupeaux sont d'une taille importante, traversent le Centre et l'Ouest du pays. Détenant des armes de guerre, il ne se passe jamais une saison sèche sans qu'éleveurs et agriculteurs ne s'affrontent, les derniers accusant les premiers de détruire leurs champs avec leurs troupeaux de bœufs. Ces affrontements se soldent souvent par la mort de ces hommes. En 2012, ces conflits ont causé le déplacement de quelques 4000 Centrafricains, la destruction de nombreux villages et d'importantes pertes en vies humaines dans l'Ouham .

La récurrence des conflits entre éleveurs transhumants et agro-éleveurs Peuhls Mbororo ou Centrafricains va provoquer un phénomène d'éparpillement de ces derniers dans le vaste espace transfrontalier qui mène du Nigéria au Soudan en passant par le Cameroun, Tchad et la Centrafrique. Victimes de l'exclusion, des dommages et pertes par le vol de leurs bétails, les Peuhls Mbororo en sont venus à s'investir à leur tour dans des razzias pour reconstituer leurs cheptels et se reconvertissent quelques fois en coupeurs de routes. Ce sont là des défis communs aux Etats de la sous région, du Lac Tchad au Darfour, que la Centrafrique subit, mais dont elle a négligé la prise en charge.

4.5 JULLET 2013 – MARS 2014 : LE PEUPLE PEUHL MASSACRÉ

L'arrivée et la montée en puissance des Séléka en 2013 ouvrent la voie à une explosion de violences à base ethnique, des atteintes graves et massives des Droits de l'Homme, des crimes contre l'Humanité et des crimes de guerre, tant du côté des Séléka que de celui des Anti-Balaka. Ces crimes s'accompagnent de : voies de faits, prédatons sur des biens des Peuhls par les Séléka, décheptalisation par les Anti-Balaka, attaque sur Bangui (décembre 2013) et les contraignent à la fuite vers le Cameroun et le Tchad . Ce déchaînement de violence crée des enclaves de musulmans a Nana Gribizi, Waka, Bassa Kotto, et Yaloké.

L'implication du Tchad aura sa part dans l'aggravation de la situation peuhle. La mise en cause de l'Armée Nationale Tchadienne, contingent de la MISCA (1),

1 : Mission Internationale de Soutien en Centrafrique, créée par la résolution 2127 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies le 05 décembre 2013 qui a autorisé son déploiement ; la MISCA est appuyée par les forces françaises « Sangaris

puis la MINUSCA (1) dans la crise centrafricaine dans l'incident à travers lequel les éléments du contingent tchadien ont tiré sur la foule, 2014, 1000 Peuhls vont être extraits de Bangui pour être soustraits au déchainement de la violence sur la communauté peuhle, puis transférés à Yaloké (vers Bossangoa) par les forces de la MINUSCA qui les placent sous leur protection.

4.6 DESCRIPTION DE LA SITUATION SELON L'AIDSPC

PRÉFECTURE DE L'OMBELLA MPOKO

Sous-préfecture de Boali

En novembre 2013, plusieurs attaques ont eu lieu contre les peuhls de cette sous-préfecture. Plusieurs campements ou petits villages des environs de Boali ont été attaqués par des groupes locaux anti-balakas armés d'armes de chasse, de couteaux, de machettes... Ont été touchés les campements à pk 60 et pk 5, Boali poste et le village Boyali....

Les survivants ont été évacués vers Cameroun, Bangui, Sido, Cabo et ont témoigné de la violence des attaques. L'attaque de Boyali a eu lieu au lever du soleil. Les témoignages parlent d'égorgement des hommes, de femmes, d'enfants et de vieux. Des cas sont cités de femmes enceintes dont on a ouvert le ventre et extrait les fœtus pour les tuer. Le nombre total de morts est estimé dans cette sous-préfecture à 120 morts dans la communauté peuhle.

La communauté a perdu l'ensemble de son bétail, dont environ 450 bœufs volés et confisqués par les anti-balakas mais aussi un grand nombre de moutons et de chevaux.

Plus grave, des groupes d'anti-Balakas ont pris en otage pour des usages sexuels environ 10 femmes peuhles ; selon les informations de l'AIDSPC, il reste aujourd'hui environ 6 femmes otages avec 4 enfants. Une famille anti-balakas a ramené une fillette de 14 ans enceinte.

Sous-préfecture de Damara

L'AIDSPC rapporte l'attaque du village de Pata en novembre 2013 qui a fait environ 6 morts, uniquement peuhls hommes, dont le chef de campement était conseiller municipal de la maire d'élevage d'Ombella Pok. L'attaque aurait fait également 10 blessés (femmes et enfants) évacués plus tard sur Bangui à l'hôpital communautaire et pédiatrique de Bangui. Ces blessés ont été ensuite évacués par l'OIM au Tchad (Njamena, Sido, Sahr...). Il est cité également le vol des bœufs et moutons.

Sous-préfecture de Bougangolo

L'AIDSPC rapporte l'attaque de 4 campements peuhls vers le 12 décembre 2013, qui a fait environ 16 morts (hommes, femmes et enfants) ainsi que beaucoup de blessés sans que des chiffres précis soient disponibles. On note là-(aussi de nombreuses pertes de bœufs, et de moutons...

1 : Mission Multidimensionnelle Intégrée de Stabilisation en RCA, créée par la résolution 2149 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Elle a pris, en septembre 2014, le relais de la MISCA. Le 1er avril 2014, le Conseil de l'Union Européenne a lancé l'opération militaire EUFOR RCA.

2 : Jean - Jacques PURUSI SADIKI, Coordonateur Protection des Civils, Officier des Droits de l'Homme/MINUSCA



Sous-préfecture de Bossembélé

En janvier 2014, face aux menaces, dans un premier temps, les peuhls ont fui leurs campements pour se réfugier dans la ville de Bossembélé, abandonnant leurs bœufs et moutons aux anti-balakas. Plus tard, ces derniers ont attaqué des quartiers musulmans / peuhls et ont fait plus de 100 morts (femmes, enfants, hommes).

Les attaques se sont déroulées à la machette, avec des armes de chasse, et des grenades. Les attaques se sont produites dans la rue, dans les maisons, et même dans la mosquée (27 morts).

Dans le village de Lambi, un groupe anti-balakas a pris en otage environ 12 femmes et 6 enfants dont l'AIDSPC n'a pas de nouvelles jusqu'à aujourd'hui.

Sous-préfecture de Yaloke

En décembre 2013 et janvier 2014, plusieurs campements de la zone de Yaloké ont subi des attaques à l'arme automatique, grenades qui ont fait 54 morts (hommes, femmes et enfants) ... Aucun cas de viols ou d'otage n'a été enregistré. Tous les peuhls de cette région sont partis se réfugier au Cameroun en abandonnant leur bétail.

Les peuhls de la préfecture de Lobaye qui ont fui les exactions commises à leur rencontre sont venus se réfugier à Yaloké. Ces personnes sont arrivées à Yaloké le dimanche 27 avril, après un long séjour en brousse, escortés par un groupe d'Anti-Balaka. On y aurait enregistré : 106 ménages, 107 hommes, 267 femmes, 146 garçons, 113 filles. L'AIDSPC parle elle de 1000 peuhls réfugiés à Yaloke durant cette période.

Selon les témoignages recueillis auprès des déplacés (1), ces derniers auraient quitté courant janvier leurs villages d'origine (Mbaïki, Baboua, Bolimba, Bouaka, Bossoui, Lesse et d'autres villages alentours dans la région de la Lobaye) avec leurs troupeaux afin de commencer la transhumance. Arrivés au niveau de Bodouпка (à 15km de Yaloké), courant mars, ils auraient été attaqués par des Anti-Balaka dirigés par leur chef de Gaga nommé Richard, qui auraient tué plusieurs d'entre eux (il n'a pas été possible de recueillir des données chiffrées fiables) et confisqué leurs bétails. Fuyant pour leur survie, ils se seraient dispersés pour se retrouver ensuite dans le village de Zicki (à 20km de Yaloké) où un enseignant originaire du village de Bolimba - et connaissant la communauté pour avoir enseigné leurs enfants – les aurait mis en relation avec un autre groupe d'Anti-Balaka, dirigé par le Colonel Les Bleus de Yaloké Centre, afin de négocier leur protection et leur escorte jusqu'à Yaloké.

Selon les témoignages recueillis auprès des déplacés et de l'Abbé de Yaloké, durant l'attaque à Bodouпка, certains Peuls auraient tout de même réussi à sauver leur bétail et se trouveraient aujourd'hui réfugiés en brousse dans les environs de Gaga, Beca Dili, Beca Wesse et Domrou. Rien qu'autour de Domrou, ces Peuls seraient au nombre de 80 à 100 familles. Le Colonel Les Bleus quant à lui affirme qu'aucun autre groupe de Peuls ne se trouverait dans sa zone de contrôle (sous-préfecture de Yaloké).

Depuis leur arrivée à Yaloké, ce groupe de Peuhls Mbororo déplacés a été hébergé dans deux maisons du centre de Yaloké, une appartenant à des commerçants musulmans ayant fui la ville depuis

1 : In Rapport d'une mission conjointe Mission conjointe HCT sur la situation de protection des déplacés Peuls de Yaloké, 4 - 5 mai 2014

de début de la crise, l'autre au Colonel Les Bleus. Les femmes et les enfants ont été hébergés dans la première et la plus petite des concessions (environ 400m²), sans accès à l'eau ni aux toilettes mais clôturée. Les hommes ont été hébergés dans la deuxième concession, de l'autre côté de la route, un peu plus grande mais également inadaptée au nombre de personnes et à leurs besoins. Les Peuhls Mbororo ont maintenant été déplacés sur un site provisoire, suivant une décision prise, selon les informations recueillies, le mercredi 30 avril par l'archevêque de Bangui et appuyée par les autorités locales. Ce site est celui de l'ancienne Sous-préfecture de Yaloké, situé à côté de la gendarmerie, à la sortie de la ville en direction de Bossembele. Le site, non clôturé, est situé en hauteur, et comprend 4 maisons abandonnées de différentes tailles, sans toilettes ni eau et électricité. Le terrain alentours est jonché de débris (dont certains en métal tranchant pouvant entraîner des blessures) et envahi d'herbes hautes. Deux points d'eau se trouvent à proximité : le point d'eau du centre de santé en fonction et un autre en face du centre de santé qui était en réparation lors du passage de la mission.

Selon l'AIDSPC, on enregistre environ 50 morts au sein des réfugiés durant cette période en raison de maladies, de blessures...

PRÉFECTURE DE LOBAYE

Sous-préfecture de Boda

A Boda, tous les musulmans avaient fui vers le Cameroun ou Bangui dès janvier-février 2014. Face aux menaces, les peuhls des 20 campements alentours de Boda ont tous fui vers la ville et remplacé les musulmans urbains qui avaient fui. L'attaque des anti-balakas a eu lieu fin janvier 2014 et a causé plus de 55 morts (hommes, femmes, enfants..) et une perte importante de bétail... Il n'y a eu aucun cas enregistré de viols ou de prise d'otage. Les 3500 peuhls rescapés de la zone ont été rapidement protégés dans cette enclave de Boda par les forces de Sangaris.

Sous-préfecture de Boganagon

Durant toute une semaine, plusieurs groupes locaux d'anti-balakas ont menés fin janvier 2014 des attaques contre tous les campements peuhls et les petits villages suivants : Djalingo, Gomi, Bogéré, Gazibia, Mbamkoi. Ces attaques ont causé plus de 100 morts (hommes, femmes et enfants). Le nombre de blessés n'est pas disponible..

Ces groupes d'assailants ont pris 10 femmes et 6 enfants en otage dont l'AIDSPC n'a pas de nouvelles.

Groupe de femmes et d'enfants
Peuhls Mbororo, réfugiés suite aux
exactions
Crédit photo : AIDSPC





PRÉFECTURE DE SANGAMBAIRE

Sous-préfecture de Nola

En février 2014, exactement comme dans la région de Boda, tous les campements peuhls et quelques villages à forte présence peuhle (Bea, Esket, Ngolo, Lopo, Banza...) ainsi que Nola-Centre ont été attaqués durant toute une semaine. Ces attaques ont fait environ 17 morts, et de nombreux blessés. Un grand nombre de bétail a été perdu. Les rescapés ont fui vers Yokadouma au Cameroun où ils sont toujours dans les camps.

PRÉFECTURE DE MANDEREKADEI

Sous-préfecture de Gazi

Fin janvier 2014, tous les peuhls avaient déjà fui les campements de la sous-préfecture pour rejoindre le village de Geng afin de se mettre en sécurité. Geng est un village au centre d'une forte communauté peuhle.



L'attaque a eu lieu alors que le maire de la localité avait convoqué toutes les communautés à une réunion publique. Plusieurs centaines d'anti-balakas ont attaqué avec des armes automatiques, des grenades, des armes blanches... causant plus de 150 morts et de très nombreux blessés. Les anti-balakas ont pris en otages 127 femmes dont certaines sont depuis décédées (maladies..) et d'autres suicidées; selon l'AIDSPC, il resterait aujourd'hui

108 otages dont il n'y a plus de nouvelles depuis décembre 2014.

Les rescapés ont fui de nuit pour rejoindre à pied Carnot à 100 km. Ils sont toujours réfugiés dans cette ville sous la protection de l'Eglise catholique, puis rapidement par Sangaris et maintenant par la MINUSCA.

Sous-préfecture de Carnot

Là-aussi, tous les musulmans avaient quitté la ville pour aller se réfugier au Cameroun. Tous les peuhls des 30 campements



Groupe d'hommes Peuhls Mbororo réfugiés
Crédit photo : AIDSPC

(1000 Peuhls) alentours sont venus se réfugier à Carnot en abandonnant leurs bœufs et moutons récupérés par les Anti-Balaka.

Ils se sont joints aux réfugiés de Geng (voir supra). Ils sont tous accueillis dans les églises, aujourd'hui encore.

Les anti-balakas ont mené des attaques dans plusieurs quartiers de Carnot qui ont fait 17 morts et de nombreux blessés en janvier 2014. On note de très nombreuses destructions de maisons dans les quartiers musulmans.

Les peuhls sont bloqués dans la ville. Ils bénéficient d'une assistance humanitaire et sont protégés par l'église. Sangaris est intervenu rapidement dès mars 2014, relayé ensuite par la MINUSCA. Mais les peuhls de Carnot ne peuvent sortir de la ville pour aller à l'extérieur cultiver, chercher du bois...

PRÉFECTURE DE NANAMEBERE

Sous-préfecture de Baoro

Les 3000 peuhls des 50 campements peuhls de la sous-préfecture ont quitté leurs campements en janvier 2014 pour rejoindre la sécurité de la ville de Baoro. Ils se sont installés dans les différents quartiers, surtout ceux du Nord de la ville plutôt musulman. Là encore, les musulmans de la ville avaient fui pour se réfugier ailleurs.

L'attaque de la ville de Baoro s'est produite à 4h du matin par plus de 350 hommes armés et a causé 200 morts. Il y a eu de nombreux blessés et tout le monde évacué au Cameroun à 250 km en se débrouillant (location, brousse, camion...). Les peuhls de la sous-préfecture ont tout perdu.

Sous-préfecture de Bouar

Dans le village de Yelowa, à 50 km de Bouar, l'attaque de jour par les anti-balakas a cette fois-ci échoué. Il y a eu des affrontements en janvier 2014 entre ceux-ci et des peuhls formés à la défense (archers) qui ont refusé de fuir le village. Yelowa est en effet une ancienne ville de Sultan des peuhls (Lamido).

La bataille a duré 2h de temps et les anti-balakas ont fui. Il y a eu des pertes des deux côtés dont 7 morts du côté peuhl. Si les peuhls ont gagné cette bataille, et sont restés dans le village, la sécurité est toujours insuffisante pour circuler dans les alentours. Bien que des vols de bétails se produisent, les peuhls de Yelowa ont pu garder leur bétail et les faire pâturer dans des zones proches du village. Le village est sécurisé par les forces internationales depuis mars 2015.

Sous-préfecture de Baboua

Comme à Yelowa (voir supra), les anti-balakas n'ont pas réussi à chasser les peuhls du village de Godro où s'étaient réfugiés les peuhls sédentaires des 25 campements alentours. Lors de l'attaque en mars 2014, il y a eu 2 morts chez les peuhls. Le village est toujours sécurisé par la communauté peuhle elle-même.



Sous-préfecture d'Abba

En mars 2014, tous les campements (50) de la sous-préfecture ont été attaqués, causant 35 morts, de nombreux blessés et une perte de bétail. Tous les peuhls ont fui avec le bétail sauvé pour entrer au Cameroun proche.

PRÉFECTURE D'OUHAM PENDE

Sous-préfecture de Bozoum

En février-mars 2014, tous les peuhls (5000) ont fui leurs 65 campements pour se réfugier à Bozoum en abandonnant leurs bœufs. Les musulmans avaient là aussi fui la ville auparavant pour aller au Cameroun et au Tchad.

L'attaque de Bozoum a fait plus de 125 morts (hommes, femmes enfants). L'attaque s'est produite au petit matin dans les quartiers de la ville, au sein même des domiciles. Les survivants ont été protégés par l'Eglise. Tout le monde a été évacué vers le Tchad en mars, certains par la Séléka, d'autres à pied en brousse...

Sous-préfecture de Bossentélé

Tous les villages peuhls (15) et campements (20) de la sous-préfecture ont été attaqués en janvier 2014, attaques qui ont causé 140 morts (hommes, femmes, enfants..) ; les anti-balakas ont pris en otages 25 femmes avec enfants. L'AIDSPC n'a pas de nouvelles d'elles.

Les rescapés se sont réfugiés à Bossentélé où ils ont été protégés par l'église.

Sous-préfecture de Bogaranga

Les Peuhls ont fui plus de 100 campements et 10 villages pour se réfugier dans la ville de Bogaranga. Plusieurs attaques de la ville se sont produites en mars 2014 qui ont fait 22 morts. Les rescapés sont partis vers le Cameroun (50 km). Certains ont pu partir avec leurs bœufs. Il n'y a plus de peuhls ni de musulmans.

Dans le village Bon à 60 km du chef-lieu, plusieurs attaques anti balakas ont causé plus de 50 morts et de très nombreux blessés. Les rescapés ont fui vers le Cameroun où ils sont toujours dans les camps.

PRÉFECTURE D'OUHAM

Sous-préfecture de Bossangoa

Bossangoa a été touché par cette crise dès juillet-août 2013. Très rapidement, 60 campements et 10 villages ont été attaqués par les premiers groupes anti-balakas armés seulement d'armes blanches. Le village de Géré à 25 km de Bossangoa est entouré de campements peuhls et dispose d'un marché hebdomadaire avec de nombreux commerçants musulmans. L'attaque du village Géré a fait 55 morts. Ce fut une attaque très violente avec de nombreuses maisons brûlées. C'est la première fois que des cas de femmes et d'enfants tués. Il y a des témoignages de Peuhls brûlés vifs.

Dans la ville de Bossangoa, les musulmans ont fui la ville avant l'arrivée de Sangaris pour rejoindre le Tchad. Les peuhls, eux, sont restés protégés par l'église. L'AIDSPC parle de 6000 peuhls réfugiés dans l'église à Bossangoa.

En janvier 2014, des agressions dans la ville ont causé 5 morts Peuhls dont une femme.

Sous-préfecture de Bouca

Les tensions ont commencé dès novembre 2013 et se sont aggravées en Février-Mars 2014. Les 4000 peuhls des 100 campements de la zone ont fui pour rejoindre la ville de Bouca. L'attaque de la ville de Bouca a eu lieu à 4h du matin menée par 200 anti-balakas armés d'armes automatiques, d'armes blanches et artisanale, de grenades. L'attaque a fait plus de 200 morts. Les anti-balakas ont enfermés des peuhls (Femmes, enfants...) dans des maisons et y ont mis le feu. Des blessés se sont échappés en brousse pour rejoindre ensuite le sud du Tchad. La fuite s'est faite de nuit en suivant les pistes de transhumance dans la savane.

PRÉFECTURE D'OUAKA

Les Anti-Balaka ont mené plusieurs attaques dans 3 campements en novembre 2013 faisant 42 morts dont certains égorgés, d'autres brûlés... Les rescapés ont été pris en charge par leurs familles à Bambari.

No.	Noms et Prénoms.	Quantités bétails perdues.	Motifs.	Lieux
01		20	Les anti-balakas les tiraient avec les armes à feu et le reste s'ait dispersé.	Galo.
02		β0 bœufs et une boutique d'une valeur de 02 millions.	Quand anti-balakas ont attaqué notre ville ont a laissé tout sans revenir chercher nos bétails.	Commune Aba.
03		50	En fuyant les bœufs se sont dispersés et ont pouvaient pas faire marche arrière.	Commune Galo.
04		30	Les anti-balakas ont attaqué la ville on a tous fuis.	Commune Galo.
05		50	Quand les anti-balakas ont envahi la ville, on a tout laissé derrière nous.	Aba.
06		15	J'étais malade quand les anti-balakas ont attaqué et mon frère et moi avons quitté la ville.	Aba.
07		50	J'ai laissé mes bœufs au parc.	Aba.

Tableau : témoignages et recensement des vols, pillages subis par les Peuhls Mbororo (suite voir Annexes)
Source : AIDSPC



4.7 LES RÉFUGIÉS PEUHLS AU CAMEROUN ET AU TCHAD

Les informations apportées ci-dessus par l'AIDSPC et d'autres témoins montrent l'ampleur des crimes et le départ des communautés musulmanes et peuhles vers les pays voisins en particulier le Tchad et le Cameroun.

Il est difficile de savoir combien de peuhls sont réfugiés dans ces deux pays. La majorité d'entre eux hésite à s'approcher du HCR de peur d'être à nouveau marginalisés comme dans leur pays d'origine. De plus, les peuhls n'ont pas l'habitude de vivre en ville et de se confronter aux autres communautés et évitent de se rapprocher du HCR et autres agences humanitaires. Le mémorandum de l'AIDSPC publié en février 2014 donne les chiffres suivants : au Cameroun, plus de 22.580 réfugiés majoritairement composés de femmes et d'enfants et plus de 15 800 toujours bloqués en Centrafrique faute de moyen de transport pour leurs familles respectives pour arriver à la frontière. Les réfugiés peuhls centrafricains au Tchad seraient répartis comme suit : 800 (Koumra) 3000 (Moyenne-Sido), 2435 (Sahr), 350 (Ndjamena), 4320 (Goré) 2500 (Moundou).

Les chiffres cités aujourd'hui sont d'environ 100 000 au Cameroun dans un peu plus de 12 camps à l'Est (1) et dans la zone de l'Adamamoua (2) et 60 000 au Tchad dans une partie dans 4 camps (3). En réalité, comme le souligne un chef de poste frontalier camerounais, la majorité des peuhls ne s'enregistre pas.

La présence des Peuhls centrafricains posent de nombreux problèmes. L'AIDSPC signalait déjà en février 2014 que de multiples champs non récoltés avaient été dévastés sur le sol tchadien par des troupeaux appartenant à des peuhls centrafricains qui avaient traversé la frontière tchadienne avec une partie de leur bétail. Une forte insécurité des biens et des personnes est perceptible dans les villes suscitées à cause de la circulation d'armes légères. La question de l'absence de vaccination du bétail pose aussi problème.

Le témoignage ci-dessous illustre bien la question des relations entre réfugiés et populations autochtones.

Pour un Chef de poste frontalier au Cameroun, » les réfugiés à 99% constitué de musulman et de réfugiés Peuhls de la Centrafrique qui sont aussi musulmans et se voient accueillis par la solidarité de leur confrères Camerounais musulmans. Parmi les difficultés qu'on rencontre ici nous avons :

- les conflits agropastoraux. Les bétails des réfugiés peuhls (pour ceux qui ont réussi à sauver quelques têtes) détruisent les champs des populations autochtones ce qui engendre des bagarres (flèches et machettes...). Cette situation a même installée la peur au sein de la population au point ou certaines femmes ne partent plus régulièrement faire leurs travaux champêtres. Par ailleurs sur le nombre, il faut préciser que certains réfugiés n'entrent pas officiellement par la frontière, mais par certaines pistes La difficulté est alors de les localiser et de connaître leur nombre pour enfin assurer leur sécurité

1 : Dans les zones de Yokadouma, Kentzou, Gbiti, Toktoyo, Oundjiki, Ligue Roma, Naassé, Bakari Korlal, Bombé Pana, Garoua Boulai et ses environs

2 : Meiganga, Ngaoui, Mbaiboum et Touboro

3 Dossé, Maigama, Gore, Mbaibokum

Ceux-là sont ceux qui créent un autre type de conflits, car ils s'installent sur les propriétés foncières des autochtones sans l'avis ni de ces derniers, ni de l'administration locale ou des autorités traditionnelles. Pourtant ceux qui entrent et se font enregistrer sont automatiquement installés dans l'un ou l'autre des sites retenus à cet effet.

– il y a la difficulté pour les autorités administratives locales à identifier les responsables de ces groupes ou encore les leaders de cette communauté communément appelés « Ardo » afin d'entrer en contact avec ceux-ci pour les éventuelles nécessités de communication.

- Les populations réfugiés Centrafricains enregistrées au niveau de mon poste est de 504 âmes depuis le début des événements tristes de la RCA jusqu'à nos jours. Il est à noter que ce chiffre représente ceux qui se sont signalés à notre niveau. Car en dehors de ceux-ci, il y a environ un millier qui vit ici et qui ne se sont pas fait enregistrés. Raison pour laquelle nous voulons identifier les responsables de ces communautés pour une sensibilisation afin que nous recensons tous les réfugiés et que cette liste soit également utile pour les ONG humanitaires s'il y en aura. Certains d'entre eux ont continués vers les localités de Kette, Gbiti et quelques autres localités »

L'AIDSPC a mis en place un dispositif de suivi et accompagnement des communautés peuhles centrafricaines réfugiées au Cameroun et au Tchad. Des missions d'enquêtes de terrain se sont tenues mi-2014 dans l'ensemble des camps, qui ont fait ressortir des informations clés sur la situation des réfugiés. Dans l'encadré ci-dessous des témoignages précis sur les pertes matérielles subies.

- **D.B, représentant EFNEC/RCA venant de Bogéré** : « Dans mon groupe nous étions environ une trentaine en cours de route, nous avons eu des pertes en vie humaines, nos magasins et entrepôts ont été pillés, nos bétails arrachés, nos maisons brûlées et détruites... Et mon père Alhaji Bello a perdu son troupeau de 250 boeufs. »
- **A.N.A**: « j'ai perdu environ 110 boeufs, ma maison d'une valeur de 25 millions mon entrepôt. J'étais commerçant je stockais les peaux de boeufs pour revendre a une valeur d'environ 50 millions. »
- **A.Y** : « je gardais les biens des orphelins à savoir les boutiques d'alimentation générale d'environ 20 millions et un troupeau de 80 boeufs, tous les boeufs et ces biens ont été arrachés par les anti-balakas».
- **A.O** : « j'étais commerçant des gros bétails avec un capital pour mon commerce de 30 millions, ma maison (04 millions) et un troupeau de boeufs de 70 têtes. Aujourd'hui j'ai à peine 10 têtes que j'ai avec moi ici. »
- **I.Y** : « je suis un petit commerçant j'ai perdu ma boutique d'environ 7 millions mais je n'avais pas de bétails ».
- **O.K** : « commerçant des marchés périodiques. Je vivais à Bawouro en RCA, j'ai perdu ma maison d'environ 01 million et mes deux grands enfants ont été tués dans la mosquée de Bawouro et avaient des boutiques d'environ 06 millions ».



- **H.K venant de Karno** : « J'étais un exploitant minier (diamant). Ma maison s'élevait à 17 millions et les objets qui étaient à l'intérieur de ma maison étaient a 05 millions, j'avais une boutique d'alimentation générale 45 millions. J'avais 300 boeufs, 40 chèvres, 35 moutons. Mon argent chez un mauritanien tué était 05 millions. Quand les anti-balakas ont attaqué Bawouro j'ai sauvé ma vie en tout laissant derrière moi ».
- **H.A venu de Karno** « je n'avais pas d'activités en ville mais j'avais en brousse un troupeau de 50 boeufs et quand j'ai appris que les anti-balakas arrivaient j'ai fui avec tout le monde sans y retourner chercher mes boeufs. Mes 02 fils Hammadou Kiro et Bouba Dicko ont été tués à Karno ; ils avaient les boutiques de 6,5 millions qui a été pillées par les Anti-Balaka » .
- **A.H.T** « Je vivais à Diguiri/Gazi. Je vendais du carburant (essence et gasoil), j'avais en stock 06 futs de 100 litres chacun quand j'ai laissé la ville en fuyant les anti-balakas mais j'ai quand même eu à fuir avec 60 milles FCFA ».
- **H.M venant de Jawa/Yaloké** : « j'avais une boutique d'alimentation générale de 3,5 millions, 15 boeufs en brousse que j'ai tout laissé en sauvant ma peau. »
- **H.A** : « j'ai perdu ma maison de 3,5 millions à Karno et en brousse j'avais un troupeau de 100 boeufs ».
- **I.B venu de Bawouro.** : « J'avais 02 maisons (02 millions et 03 millions)

Ces différents témoignages permettent de découvrir l'ampleur des pertes de biens de ces populations peuhles à la suite des exactions des anti-balakas. La richesse, la dignité de l'homme peuhl se mesure par la grandeur de son cheptel. Ce bétail constitue également l'héritage noble à transmettre à leur postérité de génération en génération. Ces troupeaux originalisent et authentifient la vie du peuhl. Il apparait avec amertume que ces populations ont perdu l'ensemble de leur bétail. De ce fait leur vie et celle de leur progénitures sont désormais plus que jamais en danger.

Les Peuhls ont peu bénéficié d'aides de la part des agences spécialisées, en particulier au Cameroun, car les communautés peuhles se réfugient dans des zones souvent peu accessibles, y compris pour l'AIDSPC. Celle-ci a toutefois réussi à mener plusieurs opérations d'aide.

Au Tchad, la situation est différente car le gouvernement tchadien a dû assumer sa part de responsabilité politique dans le retour des « musulmans » et a mis en place un dispositif d'aide plus ou moins efficace. De plus, beaucoup de Peuhls Centrafricains sont d'origine tchadienne et ont plus facilement (mais pas toujours) trouvé un appui familial.



Camp de réfugiés Peuhls Mbororo
Crédit photo : AIDSPC



CONCLUSION

Les communautés peuhles centrafricaines sont victimes de leur mode de vie nomade qui les identifie comme des populations mal intégrées et pouvant poser des problèmes. Même si leur nationalité centrafricaine est reconnue par la Constitution, la plupart des Peuhls n'en disposent pas car non enregistrés à la naissance et vivant le plus souvent en marge des institutions publiques.

Les communautés peuhles ont été victimes des crises successives depuis plus de 30 ans, perçues à chaque fois comme les alliées du pouvoir précédents et disposant de richesses facilement accapalables. Elles ne sont pas non plus toutes innocentes des conflits puisque qu'une petite partie d'entre elles a rejoint Baba Lade, puis la Séléka et enfin les troupes du Général Darassa.

Cela ne doit pas condamner les communautés peuhles centrafricaines qui, comme les autres communautés du pays, n'aspirent dans leur extrême majorité qu'à la paix, à la dignité et au respect de sa culture. Il faut le dire, les communautés peuhles, et cela est bien démontré dans ce rapport, ont été victimes de multiples massacres durant la période allant de juillet 2013 à mars 2015. Sans la protection des Eglises puis des forces internationales, dont celles de Sangaris en premier, il est probable que le nombre de victimes aurait été beaucoup plus important.

Les Peuhls ont donc été massacrés en très grand nombre, souvent avec une très grande sauvagerie. Leur bétail a été tué, volé ou mis sur le marché (encore aujourd'hui). C'est tout le patrimoine accumulé sur plusieurs générations qui a disparu ainsi en quelques mois. Un mode de vie ancestrale et un équilibre profond de la société centrafricaine ont été bouleversés.

Que vont devenir les Peuhls réfugiés dans les camps au Cameroun et au Tchad ? Quel destin sera le leur si les questions du retour et des indemnités ne sont pas posées ? Déjà des informations font état de jeunes Peuhls tentant soit de rejoindre la rébellion du Général Darassa, soit de créer des camps en territoire centrafricain pour se venger de la situation sans espoir dans laquelle ils vivent.

Les populations Peuhles Mbororo ne peuvent être tenues responsables collectivement de la participation de certains membres de leurs communautés à des groupes armés, parfois gradés au sein de ces milices. Compte-tenu de leur nationalité centrafricaine, leur rôle socio-économique dans l'économie centrafricaine et les graves atteintes aux droits humains qu'ils ont subi, les Peuhls Mbororo devraient pouvoir participer pleinement au processus de vérité, de justice et de réconciliation nationale voulu par le peuple centrafricain et exprimé au Forum National de Bangui en mai 2015.

Ainsi, les différentes instances qui seront chargées d'établir la vérité, la justice et d'engager la réconciliation nationale, tout comme l'indemnisation des victimes, ne devront pas ignorer la question spécifique des Peuhls Mboro de Centrafrique, au risque d'alimenter, à court et moyen termes, le ressentiment de ces populations et alimenter de nouveaux cycles de violences. Les efforts de justice entrepris par les autorités centrafricaines et la communauté internationale devront s'exercer également, comme pour toutes les autres victimes des crimes les plus graves en Centrafrique, en faveur

des Peuhls Mbororo. La Cour Pénale Spéciale (CPS) dont la loi a été promulguée le 4 juin 2015, une éventuelle Commission Vérité, Justice et Réconciliation et une éventuelle Commission d'indemnisation des victimes du conflit en Centrafrique devront prendre en compte les crimes commis contre cette communauté et leurs individus.

5. RECOMMANDATIONS

Dès 1981, les atteintes aux Droits de l'Homme ont gagné en ampleur. Elles gagnent en étendue et en montée en 2003, puis de septembre 2013 à mars 2014. Ces exactions se manifestent par des faits nouveaux : villages incendiés par les hommes de la formation Anti-Balaka, une pratique empruntée aux Séléka, tueries, pillages etc. Les régions du Centre et du Nord-Ouest, région natale de l'ex-Président Bozizé sont particulièrement touchées (Ouaka, basse Kotto, Nana Gribizi, Ouham Pendé, Nana Mambéré), avec comme zone de gravité l'Ouham, la Nana Mambéré, suivi Nana Gribizi et la Ouaka. Cette chaîne de violences contraint par milliers (1) les Peuhls à l'exil au Cameroun et au Tchad.

De ce qui précède, l'étude recommande ce qui suit :

I. L'impératif d'une enquête internationale sur allégations de crimes de guerre, crimes contre l'Humanité et disparitions forcées à l'intérieur de la RCA et dans les pays voisins. Les notions de « purge ethnique » et de « pré-génocide » sont souvent revenues dans les discours officiels et les rapports des OING, relayés par les médias internationaux.

Cette enquête devrait viser à :

- Etablir les faits dans leur ensemble et dégager les responsabilités, surtout identifier les auteurs, complices et la chaîne des responsabilités aux fins de poursuites judiciaires pour crimes internationaux.
- Rechercher et localiser les femmes (et leurs enfants) pris en otage pour des motifs sexuels par les Anti-Balaka dans les différentes zones.
- Il s'agira également de faire la lumière sur les régimes de Kolingba, Patassé et de Bozizé notamment sur :
 1. L'exécution en 1993 de nombreux Peuhls attribuée au Général de Brigade Maurice Regonessa, alors que Bozizé était Chef du corps de l'Armée de l'Air.
 2. L'exécution de nombreux éleveurs Peuhls en 1997 dans le village Mbouchou (Sous-

1 : Sources RFI & VOA, infos des 24 et 25 février 2014 : 80.000 retournés au Sud du Tchad, 2000 au Sud du Cameroun, plus de 3000 réfugiés en RD Congo notamment à Zongo, ville frontalière de Bangui située sur l'autre rive de l'Oubangui.



Préfecture de Ippy), attribuée à Kado, alors Ministre de la Défense sous Patassé.

3. La disparition forcée de très nombreux Peuhls, sous le régime de Patassé, accusés de « mercenaires » suite au coup d'Etat manqué de Kolingba.
4. La disparition de plusieurs Peuhls enlevés et embastillés dans la prison de Bossembélé sous le régime de Bozizé.
5. Les crimes contre les Peuhls à Nana Mambéré, l'Ouham Pendé en 2003 et 2012, dans le cadre de l'Opération menée par Eugène Ngaykossi, alors Sous-Préfet, et actuellement réfugié en RD Congo.

II. Pour la justice et la lutte contre l'impunité : les autorités judiciaires centrafricaines et en particulier la Cour Pénale Spéciale (CPS) devraient ouvrir des instructions judiciaires sur les crimes commis contre les populations Peuhles Mbororo de la même façon que les crimes commis contre toutes les autres victimes du conflit en Centrafrique et examiner la responsabilité des auteurs présumés des crimes les plus graves énoncés dans ce rapport, notamment depuis 2003.

III. Pour la réconciliation nationale : les futures instances chargées de la réconciliation devront prendre en compte les exactions et les crimes commis contre les Peuhls Mbororo, notamment en facilitant le dépôt de leurs plaintes, dossiers d'indemnisation et autres démarches en Centrafrique et, le cas échéant, dans les pays où ils ont trouvé refuge. Il s'agira également d'établir et de mettre en œuvre le principe de protection des minorités en situation de conflit en RCA, notamment la minorité Peuhle, sur la base des acquis du Droit International Humanitaire. Cette entreprise devrait être revêtue du principe de création d'un cadre de prévention des conflits futurs et répétitifs.

IV. Travailler, à travers des programmes d'éducation et de sensibilisation formelles et non formelles à moyen et long terme, qui consistent à déconstruire le discours à l'origine du déchaînement de la haine vis-à-vis du Peuhl et de tout musulman pour que les populations centrafricaines aient une perception nouvelle positive de la minorité Peuhle et la considère comme faisant partie de la République.

V. Créer un mécanisme visant l'accompagnement dans le cadre du retour, de la réinstallation et de la relocalisation des Peulhs Centrafricains déplacés ou exilés. Ce mécanisme devrait s'adosser à un cadre d'assistance juridique inscrite dans la durée, doté d'un système d'alerte national et international aux fins de réagir à tout risque ou situation d'urgence. Le retour doit être assujéti à l'assurance de la sécurité, de la justice et de la non répétition. A cet effet, la restauration du système judiciaire fonctionnel qui réponde aux standards internationaux, dans la perspective 2017, est à engager impérativement avec l'appui de la communauté internationale en mettant en place concomitamment un mécanisme de réconciliation nationale qui intègre la spécificité selon laquelle la crise en RCA, en même temps qu'elle est de dimension nationale, est une crise localisée ; ce qui rappelle que la justice transitionnelle ne saurait être appliquée de la même manière dans toutes les régions.

VI. S'agissant des conflits entre agriculteurs et éleveurs et ceux liés à la grande transhumance, il conviendrait de réfléchir à une réponse durable.

1. Ceci passe par l'entreprise d'une ceinture verte dans le nord tchadien désertique et semi-désertique aux potentialités énormes. Cette entreprise aura le mérite de sédentariser le monde pastoral pour produire, stabiliser l'exode du Nord dans le Sud et encourager des mouvements migratoires du Sud dans le Nord.

2. Sur le plan transfrontalier, on observe l'absence de principe commun des mouvements migratoires dans la sous-région. Il est nécessaire pour ces pays de prendre des initiatives de nature à **établir des principes et normes communs des mouvements migratoires** et de la grande transhumance.

VII. Dans le même ordre, organiser avec l'aide et l'appui de la communauté internationale des espaces d'activités à travers des programmes d'actions à mener au plan national et des actions dans le cadre des pays concernés directement par la crise (Tchad, RCA, Cameroun), notamment dans le domaine de la transhumance et du pâturage. Ces programmes devraient être abrités par un dispositif visant à les sécuriser face au double problème au Nord du Nigéria, où des risques de mouvements vers le Sud apparaissent plausibles du fait de la crise liée à la nébuleuse terroriste Boko Haram, de l'interconnexion et de l'influence des grands propriétaires dans les conflits. En amont de ces programmes, un travail devrait être organisé en vue de déterminer comment les conflits, à partir de l'année 2013 ont impacté sur l'élevage en Centrafrique. Ces programmes devraient également intégrer les dynamiques locales, car différentes les unes des autres, avec des besoins pas identiques, ce qui induit la contextualisation de chaque zone avant tout appui.

VIII. Arrêter un plan de développement régional du Nord-Est centrafricain, sur la frontière Sud Soudan et Sud-Est du Tchad. Zone à pluviométrie moyenne (6 mois sur 12), la région regorge de ressources naturelles, une faune abondante, mais coupée du reste du pays et de Bangui qui n'a jamais été en mesure d'exercer son contrôle, par manque d'infrastructures routières et de communication. Cette situation fragilise la région, et la livre à toutes les influences en provenance du Tchad, du Darfour, de Khartoum, des groupes rivaux du Sud Soudan et de la LRA. Il convient de rappeler que la coalition Séléka s'est constituée et a organisé sa marche vers Bangui à partir de cette région du Nord-Est centrafricain.

IX. La défense du droit inaliénable au retour des réfugiés avec un plan d'urgence pour faciliter leur réinsertion dans la vie nationale qui comprendrait un programme de reconstitution des cheptels.

X. Appuyer les acteurs et les initiatives en Centrafrique, mais aussi au plan sous-régional, visant à soutenir les droits et la culture des communautés peuhles et nomades dans une perspective de pleine intégration citoyenne. Il s'agit de changer de pratiques face à des approches exclusivement économiques et techniques en lien avec l'élevage, à travers des projets où les Peuhls ne sont considérés que dans leur rôle d'éleveurs.



ANNEXES

ANNEXE 1 : COMMUNIQUE DE PRESSE : LES PEUHLS TOUJOURS EN DANGER EN CENTRAFRIQUE

Les populations peuhles, dont une grande partie sont réfugiées dans les pays voisins, continuent d'être victimes des exactions des Anti-Balakas dans de nombreuses zones de Centrafrique.

L'Association pour l'Intégration et le Développement Social de Peuhls Centrafricains, (AIDSPC) en collaboration avec la Plate-forme sous régionale Agropastorale Kawtal (PRAK) porte à votre connaissance les faits suivants :

- 125 femmes Peuhles du village Nguing de la Sous-Préfecture de Gazi, dans la Préfecture de Membéré KADĭ, sont retenues par des anti-Balakas, dont 8 ont trouvé la mort suite de faim et de maladies et les 117 restantes sont maintenues prisonnières et maltraitées jusque là par les anti-Balakas ;
- Plus de 15000 Peuhls sont bloqués dans des enclaves situées dans les zones de la Lobaye, l'Ombella MPoko, Nana Membéré, Ouam Pendé, Ouam, Yaloké, Boda, Berberati et Carnot. Les éleveurs Peuhls continuent de mourir de maladies et de faim dans les enclaves notamment : Yaloké, Carnot, Berberati, Lobaye, l'Ombella MPoko, Nana Membéré, Ouam Pendé, Ouam et Boda, et quand ils quittent l'enclave, ils sont à la main d'anti-Balakas ;
- Une dizaine d'éleveurs Peuhls ont été tués il y'a quelques jours dans la zone de Nanagribizi, et plus d'une cinquantaine seraient portés disparus. Selon des témoignages concordants reçus par le journal Koaci, ces éleveurs Peuhls auraient été attaqués sur leur « couloir de transhumance », et tués par des hommes armés, soupçonnés d'appartenir au groupe Anti-Balaka.

Vu cette situation, l'AIDSPC, en collaboration avec la Plate-forme sous régionale Kawtal, appelle les différentes institutions des Nations-Unies, la Communauté Internationale et le Gouvernement Centrafricain à jouer enfin leur rôle et sécuriser la population peuhle. Ces zones doivent rapidement bénéficier d'une attention particulière pour favoriser le secours de ces otages.

En plus, nous sollicitons avec beaucoup d'urgence, le Gouvernement de transition à chercher à libérer le plus tôt possible ces 117 femmes, notamment en venant au secours des localités citées ci-haut.

Fait à N'Djamena le, 01 Avril 2015

- Pour l'Association pour l'Intégration et le Développement Social des Peuhls Centrafricains (AIDSPC): Houseini Bi Bouba Waziri, Président de l'Association, Coordinateur Adjoint de la Plate –forme Kawtal
- Pour la Plate-forme sous Régionale Agropastorale Kawtal (PRAK) : Ahmat Moussa Hassan, Coordinateur de la Plate –forme Kawtal

Aladjı Ousmanou Alihou

Délégué Chargé de la Communication Association pour l'Intégration et le Développement Social des Peuhls de Centrafrique (A.I.D.S.P.C)

Contacts: Depuis le Cameroun: +237 50 44 97 95 - 56 56 66 71

Depuis la Centrafrique: + 236 75 04 97 77 - 72 04 37 77

E-mail1: ousmanou.alihou1@yahoo.fr

E-mail2: ousmanou.alihou@gmail.com

50

ANNEXE 2: LES PEUHLS MBORORO CENTRAFRICAINS RÉFUGIÉS AU CAMEROUN ET AU TCHAD : DES COMMUNAUTÉS EN DANGER, MÉMORANDUM À L'ENDROIT DU GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS, DU GOUVERNEMENT TCHADIEN, DES AGENCES HUMANITAIRES, ET DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Nous, Peuhls-MBororo de la R.C.A, par la voix de notre organisation l'Association pour l'Intégration et le Développement Social des peuhls - MBororo de Centrafrique (AIDSPC), venons vous informer de la situation des peuhls centrafricains, une communauté minoritaire, marginalisée et très souvent premières victimes des crises successives qu'a connues notre pays.

Nous sommes des éleveurs et des gardiens de bétail dont nous ne sommes souvent pas les propriétaires. Depuis plusieurs années, à chaque changement de régime, nous sommes victimes de représailles : le nouveau nous accusant d'être à la solde du précédent.

Par exemple, lorsque Monsieur Ange Félix PATASSE arrive au pouvoir en 1993, son entourage et les membres de la garde présidentielle arrêtent et rackettent les éleveurs Peuhls-MBororo en les accusant d'être les gardiens du bétail et les partisans de son prédécesseur André Kolingba.

Plus tard après la chute du président PATASSE, les membres de la garde rapprochée de son tombeur, François BOZIZE, ont également arrêté arbitrairement et rançonné notre communauté, nous accusant d'être des coupeurs de route et des partisans du président Ange Félix PATASSE.

L'an dernier, après que quelques groupes peuhls centrafricains aient rejoint la Séléka, toute la communauté a été stigmatisée par le régime de Monsieur BOZIZE qui a ensuite mené des représailles contre nous.

Après son coup de force, la Séléka nous a accusés d'être les complices et gardiens de bétail des figures de l'ancien régime. C'est ainsi que depuis l'année dernière, nous sommes victimes de meurtres et de rackets. Sous la Séléka, les éleveurs peuhls se sont vus imposer, « un droit de pâturage » illégal variant de 500 000 à 10 000 000 FCFA par famille en fonction de la taille du bétail.

Cette rançon était dix fois plus élevée que celle qui nous était imposée sous le régime de François Bozize.

Ce sont maintenant les anti-BALAKA également, qui tuent, torturent, violent et massacrent les Peuhls Bororo du fait de leur appartenance religieuse musulmane et en les accusant d'être de connivence avec les Sélékas.

Toutes ces exécutions et violations des droits des Peuhls ont entraîné des déplacements massifs des populations à l'extérieur du pays où la situation est loin d'être favorable.

Au Cameroun, les membres de la communauté qui ont fui la R.C.A et ont réussi à traverser la frontière camerounaise ne sont pas encore pris en charge par le HCR. Quelques-uns sont encore bloqués à la frontière pour des raisons qui nous sont inconnues.



Selon nos représentants, les peuhls centrafricains à l'intérieur du territoire camerounais s'raient déjà plus de 22.580 réfugiés majoritairement composés de femmes et d'enfants. Ces derniers rencontrent d'énormes difficultés à se faire enregistrer auprès du HCR et de la Croix Rouge internationale car nos communautés n'ont pas l'habitude de vivre en ville et de se confronter aux autres communautés. On nous a déjà signalé qu'à Kentzou, ville camerounaise située à 210 km de Bertoua la capitale de la région de l'Est du Cameroun, la communauté peuhl – Mbororo centrafricaine a déjà enregistré de nombreux morts parmi lesquels des enfants de moins de 5 ans victimes de paludisme et de la malnutrition. Il nous a également été signalé des cas d'avortements involontaires faute de consultations prénatales.

Les mêmes cas sont également enregistrés dans la ville de Garoua-Boulaïa à 244 km de Bertoua. Ils seraient également plus de 15 800 toujours bloqués en Centrafrique faute de moyen de transport pour leurs familles respectives pour arriver à la frontière. Les réfugiés peuhls Mbororos dont il est ici question sont dans la brousse. Leurs campements ont été attaqués par les anti-Balakas et le bétail est pillé par les Sélékas. Ils cherchent à rejoindre les zones habitées mais n'ont plus d'argent pour se déplacer. Pour traverser la frontière du Tchad ou du Cameroun on leur demande parfois des taxes illégales de 5000 francs par famille pour leur permettre de passer.

Au Tchad, de nombreux peuhls venant de la Centrafrique sont stationnés dans la zone de Mandoul, du Logone oriental et du Chari-Baguirmi avec une forte présence en milieu rural (zones frontalières avec la RCA) et dans les périphéries des villes telles que Doba, Goré, Moyenne-Sido, Maro, Bépopen et Sahr.

Des familles entières ne sont pas pour le moment prises en charge.

D'après nos représentants, les réfugiés peuhls centrafricains au Tchad sont repartis comme suit : 800 (Koumra) 3000 (Moyenne-Sido), 2435 (Sahr), 350 (Njamena), 4320 (Goré) 2500 (Moundou). La majorité d'entre eux hésite à s'approcher du HCR de peur d'être à nouveau marginalisés comme dans leur pays d'origine.

Il faut signaler que de multiples champs non récoltés ont été dévastés sur le sol tchadien par certains troupeaux appartenant à des peuhls centrafricains qui ont traversé la frontière tchadienne avec une partie de leur bétail. Une forte insécurité des biens et des personnes est perceptible dans les villes suscitées à cause de la circulation d'armes légères.

Ne rien faire serait suicidaire. Nous lançons un appel aux partenaires cités plus haut de venir au secours de cette communauté en détresse.

Nous demandons au Gouvernement camerounais de faciliter la traversée des frontières camerounaises à cette communauté victime de toutes sortes de violences, de dénis de leurs droits et de leur réserver une hospitalité raisonnable conformément au droit international.

Nous demandons au Gouvernement tchadien d'intervenir sans délai dans les villes de Doba, Goré, Moyenne-Sido, Maro et Sahr pour la sécurité des réfugiés peuhls centrafricains et de leur prise en charge raisonnable conformément au droit international.

Nous demandons au HCR, aux partenaires internationaux et à la communauté internationale, en attendant la stabilisation de notre pays d'origine et le retour au calme, d'utiliser tous les moyens requis pour l'installation des réfugiés Peulhs MBororo, de les accompagner pendant cette période difficile, matériellement, financièrement et juridiquement et de les aider à se réinstaller dans leur pays d'origine le moment venu.

Nous demandons au HCR et à la Croix Rouge Internationale de mettre en place, en lien avec nos représentants, un dispositif particulier adapté à la communauté peuhle.

La communauté internationale doit aider à identifier et à traduire devant les juridictions compétentes les auteurs des crimes et des violations des droits des Peuls, donner aux forces internationales déployées en République Centrafricaine le mandat d'assurer la sécurité des Peuls MBororo présents dans les campements.

En espérant que notre mémorandum retiendra votre haute attention, Veuillez recevoir notre sincère gratitude.

Monsieur Waziri BIBOUBA HOUSSEINI

Président AIDSPC,
Réfugié à N'Djamena (Tchad)

Monsieur ALADJI OUSMANOU ALIHOU

Chargé Communication AIDSPC
Réfugié à Bertoua (Cameroun)



Avec le soutien de :





ANNEXE 3 : TÉMOIGNAGES ET RECENSEMENT DES VOLS, PILLAGES SUBIS PAR LES PEUHLS MBORORO RECEUILLIES PAR L'AIDSPC

			Cameroun, je ne sais plus ce que devient mon troupeau.	
4		50	J'ai appris que les ANTI BALAKA ont attaqué aux environs et de là j'ai envoyé mes deux fils pour aller prendre nos bétails pour fuir. Je n'ai plus de leurs nouvelles depuis 3 mois aujourd'hui.	Jawa/Yaloké
5		100	Les ANTI BALAKA sont dans mon village et ont commencé à arrêter, égorgé mes boeufs et les reste ont fuir dans la nature.	Jawa/ Yaloké
6		04	Je suis boucher j'ai les acheté pour revendre la viande. Quand ANTI BALAKA a attaqué la ville on a tous fuis là-bas.	Gueng/ Gazi
7		600	Les ANTI BALAKA sont arrivés dans les villages où se trouvent mes bétails ont assassiné mes bergers et se sont accaparés de tous les bétails	Esket, Ali Jombo, carrefour Bayanga
8		110	Les ANTI BALAKA ont regroupé mes boeufs et parti avec	Carrefour Bayamga
9		200	Les ANTI BALAKA ont tué mes quatre bergers et les boeufs je ne sais plus.	Yaloké
10		10	J'ai acheté ces boeufs en rentrant du marché ANTI BALAKA nous a surpris en cours de route et ont pris la fuite pour sauver nos vies	Bawouo
11		100	Ma famille et moi se déplaçait pour le Cameroun ; en cours de route les ANTI BALAKA nous ont surpris ils ont tués ma femme et trois de mes enfants et je me suis échapper en fuyant dans la brousse et le bétail s'est dispersé à cause des tirs des armes.	Gueng
12		29	Mon père et moi avons pris fuite quand on a appris que les ANTI BALAKA venaient sans repartir voir nos boeufs	Esket
13		80	Mes boeufs étaient dans un parc quand je prenais la fuite.	Bawouo
14		30	Ils sont restés dans le parc du marché des boeufs	Nadobo
15		16	Mon père qui vivait avec ces boeufs a été assassiné par les ANTI BALAKA et j'ai cherché à sauver ma vie.	Dinguiri/Karno
16		60	Je venais avec mes deux grands frères jusqu'à 'au niveau de Berberati et ont tués mes deux frères et arrachés nos boeufs.	Yawa/Yaloké
17		182	Mes boeufs étaient dans le parc du marché de la ville. J'ai quitté la ville quand les ANTI BALAKA ont débarqué.	Nasolé /Bermerati
18		60	Nous avons pris fuite quand on a été envahi par les anti-balakas j'ai laissé ma boutique d'une valeur de 5 millions.	Bosintélé /Wampende
19		150	Les anti-balakas m'ont surpris et m'ont	Nasolé/ Bernerati

			blessé tout le corps avec la machette et m'ont arraché tous mes biens	
20		144	Nous étions trois groupes de famille. En cours de route anti-balakas nous ont encerclé au niveau de Beri/ Karno et ont assassiné tout le monde il y a que moi qui ai survécu car ils me croyaient mort aussi.	Gueng
21		47	Je venais avec mon troupeau quand les anti-balakas nous ont attaqués avec les machettes. J'étais gravement blessé j'ai fui et je ne sais pas ce que sont devenu les autres.	Jawa/Yaloké
22		22	Les anti-balakas nous ont rattrapés au niveau de Mambéré. Ils ont tué mes quatre fils et arraché mes bétails	Karno
23		531	J'avais dépêché 10 têtes pour aller vendre c'est juste ces 10 la que j'ai sauvé mais avant d'arriver au Cameroun avec 05 sont mort en cours de route j'ai juste 05 avec mon oncle en ce moment à Gorti.	Bawouro
24		28	Les tirs des fusils des anti-balakas ont causé la dispersion de mon troupeau.	Nasolé
25		03	J'ai acheté mes boeufs au marché en cours de route les anti-balakas l'ont arraché	Koro/ Doula
26		75	Les anti-balakas nous ont attaqués au village et on a sauvé nos vies.	Entre Lami et Gaja/ Berberati
27		06	Quand on a appris que les anti-balakas sont au niveau du village voisin ont a fuir et tout laissé	Berberati
28		14	Les anti-balakas ont tués notre berger et nous avons préféré sauver notre vie	Bosentélé/Bojourn
29		20	Quand les anti-balakas ont attaqué la ville de Bawouro, ont a pris fuite sans chercher nos bétails	Bawourou
30		35	Les anti-balakas les ont arrachés	Baga/ Karno
31		30	Les anti-balakas nous ont rattrapé au niveau du fleuve Beri et ont arraché les boeufs	Yaaloké
32		04	Les anti-balakas nous ont encerclé et ont arraché les boeufs	Gueng/Karno
33		105	Je n'ai plus mon berger et je ne sais pas ce que sont devenus mes bétails.	Bosentélé/Bojourn
34		40	J'ai réussi a fuir et tout laisser.	Poga/Karno
35		50	Mes boeufs étaient en brousse et moi j'ai pris fuite et tout laisser	Karno
36		50	Les anti-balakas nous ont rattrapé au niveau du fleuve Bombé et ont tous arraché nos bétails.	Boula/Karno
37		30	Au niveau du fleuve Beri anti-balakas nous ont rattrapé et arraché nos bétails.	Jawa/Naloké



CETTE ÉTUDE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LE SOUTIEN DE :

La Plateforme Sous-régionale peuhle Kawtal



Partenaires depuis plus de 30 ans
dans 20 pays d'Afrique
acordinternational.org
ccfd-teresolidaire.org



